

Recueil des résumés – Abstract Book

**U
B
O**
Université
de Bretagne
Occidentale

développement local
enjeux sociaux
équipements
implication des habitants

Photo : ©Mathieu Le Gall

**FACULTÉ
DES SCIENCES
DU SPORT ET
DE L'ÉDUCATION**
20, av Le Gorgeu
BREST

**COLLOQUE INTERNATIONAL
LA VILLE ET LE SPORT**
10 - 12 mai 2017

CONTACT//
ville-et-sport-2017@univ-brest.fr

PROGRAMME DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU COLLOQUE//
ville-et-sport.sciencesconf.org

FACULTÉ
DES SCIENCES DU SPORT
& DE L'ÉDUCATION

GRITS
Groupe de Recherche Interdisciplinaire
sur les Territoires du Sport - Brest

CRB
BREST

LABERS
LABORATOIRE DE RECHERCHE EN ACTIVITÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE
BREST

FACULTÉ
DES LETTRES &
SCIENCES HUMAINES

Brest
MÉTROPOLIS 29

Table des matières

Recueil_des_resumes.pdf	1
La ville et son image	1
Mutations des courses à pied et images urbaines, Blin éric	1
De l'apparition à la disparition : les espaces totémiques des "sports de rue", Riffaud Thomas	3
Quelle(s) politique(s) communiste(s) municipale(s) du sport ? Analyse comparée de deux bastions de la " banlieue rouge ", Martinache Igor	4
Collectivités territoriales et organisation des clubs sportifs amateurs : le cas du regroupement des clubs d'athlétisme de la métropole lyonnaise., Nkodo Samba Laurent	6
L'utilisation de la ville comme lieu de mémoire par le sport : La ville de Sotchi et les poussières sportives de l'URSS, Mégret Maëlle [et al.]	7
THE RELATIONSHIP BETWEEN GENDER AND APPLICATION OF TRADITIONAL SPORTS GAMES IN SOCIAL INTEGRATION OF SCHOOL AGE CHILDREN, Anastasovski Ivan [et al.]	9
" "le sport pour tous" à Grenoble, mot d'ordre invariable des socialistes aux écologistes?", Sallenave Léa	12
Développement local et sport	13
Le " street fishing ", un vecteur d'attractivité de la ville, Quimper à la pêche..., Sauvin Thierry [et al.]	13
" Ville, Sport, Cohésion Sociale ". Politique sociale et rayonnement métropolitain : Le Stade-de-France de Paris St-Denis., Pégard Olivier	16

sport et tourisme ; Quelle convergence ? cas de Marrakech, Jibraili Zineb	17
Sport dans la ville au Maroc Quel bilan des politiques publiques?, El Akari Abderrazak	21
Politiques sportives territoriales VS politiques sportives associatives. Dissonances (im)dépassables ? Le cas de Calais, Duchateau Guillaume	23
Les enjeux, usages et perspectives du "socio sport" à travers l'exemple de la ville de Rennes, Collet Camille	25
Le sport dans la ville : urbanisation, équipements	28
Un match dans la ville : l'offre de foot-ball dans l'agglomération lilloise, Gaubert Vincent	28
West Ham and the gentrification of football in London: from working-class supporters to first-class spectators, Culeddu Luca	30
Sports pour le développement et la paix à Belfast, et échec de la construction du grand stade, Daniel Laurent	32
Les empreintes urbaines des événements sportifs, un outil de lisibilité des politiques publiques, Bourbillères Hugo [et al.]	33
Construction métropolitaine, logiques territoriales et question sportive. L'enseignement de Montpellier (1995-2015) ou l'effet " territoire ", Keerle Régis [et al.]	35
La gestion des équipements sportifs dans la gouvernance de la ville : l'exemple de la commune de Quiberon, Rech Yohann	37
Impact différencié de la Politique de la Ville de 1996 à 2015 sur les équipements sportifs communaux, Lessard Coralie	38
Un jeu des rois qui se fait sport des rues, Pascal Bordes	39
Les habitants et le sport	40
Le centre nautique municipal de Brest en tant que produit d'une arène inter-organisationnelle, Lafabregue Claude	40
Running together to discover the city: How foreigners discover the city through experiences of a sports group, Vysotskaya Volha [et al.]	43

Enquêter sur le sport et la ville : diagnostic territorial approfondi et politique municipale, Marsac Antoine [et al.]	45
Les apports de la sociologie de la transaction sociale à l'étude du sport dans les villes nouvelles : le cas de Cergy-Pontoise, Marsac Antoine	46
L'impact social de l'Euro 2016 : la puissance explicative des dynamiques locales., Charrier Dominique [et al.]	47
Hors thématique	50
Les usages récréatifs de la ville maritime : Du droit à la ville au droit à la mer, Gibout Christophe [et al.]	50
Être adjoint-e chargé des sports. Apports croisés d'études quantitatives et qualitatives, Koebel Michel	52
Identités et valeurs fédérales : quels impacts sur les pratiques, les pratiquants et les organisations ? Le cas des liens et influences entre 4 comités départementaux et régionaux, leurs clubs et les collectivités locales auxquels ils sont rattachés., Conraud Guillaume	54
Liste des auteurs	55

La ville et son image

BLIN Éric

eric.blin@univ-tours.fr

Les courses à pied (marathons, semi-marathons, 10 km, trails...) se sont emparées des villes depuis quelques années. Ces courses qui prennent des allures de manifestations populaires en sont même parfois devenues l'un des évènements majeurs, propre à jouer un rôle dans la construction de leur image, ne serait-ce que parce qu'elles constituent des épreuves sportives particulières se déployant au sein du territoire urbain et qui se veulent ouvertes à tous.

Les courses urbaines évoluent. Tandis que les courses actuelles cherchent à accroître leur attractivité dans un contexte plutôt concurrentiel, de nouveaux types de courses apparaissent.

L'étude se focalise sur quelques grandes tendances actuelles, appréciées à travers l'analyse des 50 plus grandes unités urbaines françaises, correspondant plus ou moins aux villes de plus de 100 000 habitants: la propension des marathons à mettre en valeur le patrimoine, l'ampleur prise par les grands rendez-vous urbains rassemblant plusieurs courses, enfin l'essor de nouvelles courses originales sur le principe (courses ludiques) ou sur le parcours (trails urbains).

Sans pour autant bouleverser l'image des villes, ces tendances influent sur les représentations du cadre de vie des habitants, participant ainsi à la production d'un territoire offrant une meilleure qualité de vie. L'étude met en évidence les représentations les plus significatives et souligne la diversité des caractères de la ville mis en jeu. De plus, dans la mesure où certaines de ces courses sont particulièrement en prise avec le territoire et d'autres beaucoup moins, elle donne matière à s'interroger sur le lien entre la sollicitation du territoire et les représentations véhiculées.

Outre les ressources documentaires, l'étude s'appuie sur des entretiens menés auprès d'organisateur de courses et une enquête "habitants" réalisée à Tours.

De l'apparition à la disparition : les espaces totémiques des « sports de rue ».

Riffaud Thomas

thomasriffaud@orange.fr

En prenant l'exemple de New York, Londres, Montréal, Paris et Montpellier, cette communication a pour objectif d'expliquer comment certains espaces appréciés par les pratiquants de « sports de rue » deviennent totémiques (Durkheim, 1960). Mais il s'agira aussi de présenter comment ils sont pris en compte [ou non] dans les politiques urbano-sportives. Les résultats présentés sont basés sur une forme de pluralisme méthodologique (Dubar, 2006) qui combine entretiens, observations et analyses documentaires. De plus, mon double statut de pratiquant et de chercheur me permet de parler de ces espaces parce que je les ai pratiqués et vécus.

L'utilisation de termes endémiques comme la Mecque du roller ou le paradis du skate montre que certains espaces de pratiques ont un caractère de l'ordre du sacré. *South Banks, Big O, Brooklyn Banks*, ou *Bercy* sont [ou étaient] des lieux de reliance (Pellegrino, 2003) dans lesquels se développe[ait] une religiosité communautaire et où il est [était] possible de se sentir appartenir à un tout. Comme tous les espaces totémiques, ceux-là sont nés de la communion et de l'effusion tonique entre les hommes qui marquent leur mémoire collective. Ils ont ainsi une place particulière dans leurs cœurs font l'objet de véritables pèlerinages profanes. Ils invitent au voyage (Laurent, Gibout, 2008), notamment via les nombreuses images qui y ont été produites et qui fonctionnent comme des cartes postales (Riffaud, 2017). Dans le cadre de cette communication, il me semble intéressant de montrer que la prise en compte par les villes de l'importance culturelle, sportive et touristique de ces espaces est hétérogène. Certaines villes les préservent en les faisant même rentrer dans leurs patrimoines pour affirmer leur singularité et promouvoir leur territoire. Alors que d'autres les démolissent, dans le cadre de projets de rénovations considérés comme inéluctables, sans même avoir pris conscience de leur statut particulier. Le schéma descendant classique de la mise à disposition d'équipements sportifs par les municipalités est ici remise en question. Les espaces totémiques dont il est question sont produits par ceux qui les pratiquent. Le plus souvent, ils n'avaient pas été pré-pensés comme tels. Les sports de rue questionnent donc la gestion de la ville et d'une certaine manière ils incitent les élus à prendre conscience du statut parfois surprenant qu'un espace anodin, voire même louche (Sansot, 2004), peut avoir pour certains citoyens sportifs.

Références

- Durkheim E. (1960). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. Paris : Presses universitaires de France.
- Laurent J. Gibout C. (2008). Ces décors urbains qui invitent aux voyages. L'imagibilité chez les skaters de Montpellier. *Annales de la Recherche Urbaine*, 106, 110-120
- Pellegrino P. (2003). *Le sens de l'espace*. Paris : Economica.
- Riffaud T. (2017). *Hybridation mythologique et road trip*. *Les cahiers européens de l'imaginaire*, 8, le voyage, in press.
- Sansot P. (2004). *Poétique de la ville*. Paris : Payot.

Quelle(s) politique(s) communiste(s) municipale(s) du sport ? Analyse comparée de deux bastions de la « banlieue rouge »

MARTINACHE Igor

Igor.martinache@univ-lille1.fr

Le Parti communiste français (PCF) nourrit de longue date en son sein une réflexion approfondie sur les questions sportives comme en témoigne la mise en place d'une commission nationale dédiée en 1959 ainsi que son long compagnonnage avec la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) (Sabatier, 2013) et le Syndicat national d'éducation physique (Sneq-FSU) (Attali, Caritey, 2005). Pour autant, la doctrine qui s'y est progressivement édifiée visant à la fois à diffuser la pratique et le spectacle sportifs auprès du plus grand nombre tout en en faisant un facteur d'émancipation est elle-même traversée de nombreuses contradictions qui l'ont conduite à rejoindre finalement la défense d'une « cause » du sport relativement dépolitisée peu distincte de celle que porte le mouvement sportif. L'un des postulats principaux sur lesquels cette dernière repose est notamment l'affirmation d'une unité du sport, transcendant les différences entre disciplines mais aussi les niveaux de pratique en vertu de laquelle les performances de l'élite et l'élargissement de l'accès au plus grand nombre constitueraient des enjeux interdépendants. Ces contradictions se donnent particulièrement à voir au niveau des politiques municipales développées par les représentants du PCF. C'est ce que se propose d'examiner cette communication à partir de la comparaison du développement des politiques sportives au sein de deux municipalités emblématiques de la « banlieue rouge » (Gouard, 2014), Ivry et Vitry-sur-Seine, administrées pratiquement sans discontinuer depuis 1925 par le PCF. Reposant sur un matériau archivistique et ethnographique (observations participantes et entretiens semi-directifs auprès d'élus et de responsables de clubs locaux) recueilli dans le cadre d'une thèse de science politique, il s'agira ici de comparer les discours et réalisations mises en œuvre par chacune de ces deux municipalités pour montrer que si dans un cas et dans l'autre un accent particulier a bel et bien été apporté à la question du sport, érigeant celle-ci comme enjeu identitaire primordial (Koebel, 2011), ce sont néanmoins des approches bien différenciées qui se sont développées de part et d'autres quant à la place respective à accorder à la pratique de l'élite et celle du plus grand nombre, celles-ci tenant cependant davantage à la sociologie des responsables municipaux et aux résultats des équipes locales qu'à de simples facteurs idéologiques.

Références

- Attali M., Caritey B. (dir.) (2005), *Le SNEP, une histoire en débat*. Dijon: Editions universitaires de Dijon.
- Gouard D. (2014), *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Lormont, Le Bord de l'eau
- Koebel M.(2011), « Le sport, enjeu identitaire dans l'espace politique local. » *Savoir/Agir*, 15, p.39-47.

- Sabatier F. (2013), *Histoire des organisations sportives communistes de France au XXe siècle*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

Collectivités territoriales et organisation des clubs sportifs amateurs : le cas du regroupement des clubs d'athlétisme de la métropole lyonnaise.

NKODO SAMBA Laurent

nkodosamba@yahoo.fr

La recherche effectuée sur les regroupements de clubs sportifs amateurs est l'aboutissement d'un certain questionnement autour de l'organisation des clubs sportifs amateurs, notamment leur regroupement, dans un contexte de baisse de subvention, de l'évolution des mentalités beaucoup plus tournées vers l'individuation et le holisme, la mise en avant des collectivités territoriales comme chef de file du développement du sport local à travers les actes 1, 2 et 3 de la décentralisation. Le regroupement de clubs, dans ce contexte spécial, est présenté comme une forme organisationnelle basée sur la mutualisation des ressources, et, semble être la solution organisationnelle adoptée par les clubs pour continuer d'exister, d'où l'envie de les comprendre au mieux. Leur compréhension, à travers une approche pluridisciplinaire (sociologie, management et économie des organisations), est articulée autour de deux principaux axes, identification, formes, enjeux, acteurs, mobiles de leur émergence d'une part et, d'autre part, leurs conséquences sur l'organisation du club. Dans notre approche pluridisciplinaire, c'est une analyse sociologique qui permet la compréhension des choix en management et économie des clubs. Le cadre théorique est construit autour de l'analyse stratégique des acteurs de M. Crozier et E. Friedberg (1977), greffée des concepts « passion » et « construction des règles » et la théorie de contingence de Henry Mintzberg (1989). L'analyse stratégique pour élucider les interactions au cœur du regroupement des clubs et la contingence pour introduire les éléments de l'environnement. Le terrain d'étude reste le Grand Lyon, devenu métropole lyonnaise, avec un statut de collectivité territoriale et non celui d'EPCI, comme les autres métropoles. Notre étude concerne les clubs d'athlétisme affiliés à la FFA et principalement sous un quelconque regroupement. Les données recueillies, guidées par une méthode inductive, proviennent de quatre sources, dont deux principales (observations et entretiens) et deux secondaires (coupures de presse et documents internes aux clubs et FFA), dont la triangulation a permis la correction de certains biais. 10 entretiens semi-directifs formels et une centaine d'entretiens informels. 25 numéros du journal Le Progrès sur les regroupements de clubs d'athlétisme entre 1999 et 2015. Contrat d'utilisation des infrastructures, dossier demande subvention, comptes rendus AG et CD, et règlements généraux, comme documents internes aux clubs et FFA. Les données de terrain traitées sous trois angles : l'analyse qualitative par théorisation ancrée, l'analyse stratégique des acteurs et la théorie de la contingence. La collectivité territoriale dont les intérêts en termes d'image, animation et développement du territoire parfois en fonction de leur situation géographique (centre ou périphérie) semble orienter la forme organisationnelle des clubs (regroupement ou évolution en solitaire) en fonction de ses intérêts, à travers des outils tels subventions et infrastructures. Notre exposé essaie de mettre, en avant les intérêts et enjeux des acteurs que sont les clubs et les villes, autour des regroupements de clubs. Il nous permettra probablement de répondre à certaines des questions soulevées par ce colloque et notamment, la divergence des politiques sportives locales en matière de visibilité entre centre et périphérie, la politique d'harmonisation de l'offre sportive locale, les stratégies de massification de la pratique sportive, la place du dialogue entre acteurs et cibles dans la politique sportive locale.

Références : Michel CROZIER & Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Ed. Seuil, 1977.

L'utilisation de la ville comme lieu de mémoire par le sport :

La ville de Sotchi et les poussières sportives de l'URSS

MEGRET, Maëlle ; BOHUON, Anaïs

maelle.megret@gmail.com

L'objet d'étude de la géopolitique se situe dans la rencontre entre rivalités de pouvoir et territoire (Lasserre, 2006), elle est aussi traitée par une perspective historique (Arnaud, 1997 ; Riordan, 2007). Si les espaces de mémoire ne correspondent pas à la définition classique du territoire, leurs acteurs mettent en œuvre des stratégies spatialisées voire territorialisées pour se l'approprier. La démarche géopolitique, par l'analyse des représentations permet de comprendre ces processus (Douzet, Desforges, Limonier, 2014). La notion de représentation fait partie du panel d'outils de la géopolitique et est régulièrement utilisée dans d'autres domaines des sciences sociales. Nous nous proposons par cette étude de l'appréhender comme partie constitutive des processus de mémoire (Nora, 2011).

Cette communication s'inscrit dans le cadre d'une thèse traitant de la mobilisation géopolitique du sport dans les processus mémoriaux. L'élaboration de stratégies de *soft power* (Nye, 1990) permet aux Etats de trouver des moyens d'«exister sur la carte» (Eisinger, 2000). A cet égard nous nous demandons, en analysant les spatialités contemporaines à travers le prisme du sport (Augustin, 2011), en quoi l'événementiel sportif questionne ces représentations mémorielles ? Pour ce faire, les Jeux Olympiques de Sotchi 2014, apparaissant dans un contexte russe teinté d'histoire sportive à l'échelle internationale, est un terrain qui nous semble propice à l'émergence de ces enjeux. Le cas de Sotchi est intéressant car il soulève la question de l'instantanéité des événements et de leur teneur mémorielle.

Ce travail se construit autour de l'analyse d'archives de 2000 à 2015, rassemblées durant la collecte de données du travail de thèse. Les corpus mobilisés sont les presses sportives et généralistes, la radio et la télévision (INA) traitant les récits autour des JO d'hiver 2014. Nous avons numérisé ces corpus ainsi soumis à un logiciel informatique d'analyse textométrique (IRAMUTEQ). Cela a permis de repérer des caractéristiques difficilement perceptibles à l'œil nu et de caractériser les processus de mémoire (Ricoeur, 2000) dans leur opposition à d'autres genres mitoyens ou antagonistes. Notre analyse sera donc en premier lieu quantitative, nous analyserons les données textuelles à partir d'occurrences de mots ou de phrases permettant d'établir des comparaisons tangibles. D'autre part, elle sera aussi qualitative puisque nous procéderons à une analyse du contenu de la narration (Ohl, 2000).

A l'analyse des résultats préalables, nous envisageons trois prismes analytiques éclairant la mobilisation géopolitique des représentations mémorielles par l'intermédiaire de l'événement dans la ville. Le premier concerne les usages politiques des grands événements sportifs en lien avec le territoire (Di Méo, 2004). Le deuxième est l'utilisation politique des corps des athlètes, notamment féminines, comme leviers de performance conduisant au troisième qui représentent les dérives et le dopage d'Etat. Ainsi, l'étude de la narration du spectacle sportif et son étroite relation avec la ville, permettrade questionner la place du sport dans les évolutions diplomatiques et géopolitiques de la Russie. Dans ce contexte, la ville de Sotchi, à travers le sport représente un levier géopolitique s'appuyant en particulier sur les processus mémoriaux à l'occasion d'un grand événement sportif.

Références

- Arnaud P. (1999). « Sport et relations internationales, la nouvelle donne géopolitique 1919-1939 », *Géopolitique*, n° 66, p 15-24.
- Augustin, J. P. (2011). « Qu'est-ce que le sport? Cultures sportives et géographie », *Annales de géographie*, 4, Armand Collin, Paris, p. 361-382.
- Condor, S. (2000) « Pride and Prejudice : identity management in English people's talk about 'this country' », *Discourse Society*, vol. 11, n° 2, p. 175-205, p. 180.
- Di Méo, G. (dir.) (2004) « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de Géographie*, t. 113, n°638-639, p. 339-362.
- Douzet, F., Desforges, A., & Limonier, K. (2014). « Géopolitique du cyberspace: «territoire», frontières et conflits ». 2^e colloque international, Université Paris-Diderot, p. 173-178.
- Eisinger, P. (2000). "The politics of bread and circuses: building the city for the visitor class". *UrbanAffairsReview*, n° 35, p. 316-333.
- Lasserre, F. (2006), « Des rivalités de pouvoir sur des territoires : de la pertinence de la géopolitique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 371-377.
- Nora, P. (2011) *Présent, nation, mémoire*, Gallimard, Paris.
- Nora, P. (1997). *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Paris.
- Nye, J. S. (1990). "Soft power". *Foreignpolicy*, (80), p. 153-171.
- Ohl, F. (2000) dans « Les commentaires journalistiques sur le sport ont-ils un sens ? » *Recherches en communication*, 14(14), p. 185-213.
- Ricoeur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, Paris.
- Riordan J. (2007), "The impact of Communism on Sport", *Historical Social Research* vol. 32 n°1, p. 110-115.

**THE RELATIONSHIP BETWEEN GENDER AND APPLICATION OF TRADITIONAL SPORTS GAMES IN
SOCIAL INTEGRATION OF SCHOOL AGE CHILDREN**

Ivan Anastasovski¹, Lenche A. Velichkovska¹, Ana Frichand², Nenad Kocevski³

¹State University "Ss. Cyril and Methodius" – Faculty of physical education, sport and health

***²State University "Ss. Cyril and Methodius", "Faculty of Philosophy, Department of
Psychology".***

³Master level student on faculty of physical education, sport and health

Email: prof.anastasovski@gmail.com/ lencealex@yahoo.com/
anaf@fzf.ukim.edu.mk/gdrcompany10@yahoo.fr.

ABSTARCT

Traditional sports games (TSG) are among those cultural practices that are most promising and contribute to improving inter-ethnic contacts and social cohesion in a society, as a tool for peace and reconciliation at all levels (ethnic, social, political, religious, etc.). This is especially true in the cities, where children from diverse ethnicities, religions, and nationalities come together on daily bases in schools, neighborhoods and so on. It is important to note, however, that traditional sports games are often hard to be identified by the European and national political leadership or policy makers as a field of action which enhance community spirit and promote intercultural understanding and mutual respect within a community, and between communities in a society. Today, the social power of sport is clearly evident and it represent one important factor that influence intercultural relations and social stability within the European sports policy. The positive role of traditional sports games is recognizable not only on the level of physical development of children, but also on the level of socialization, inclusion and positive social interactions. Thus, their application is crucial in the cities where current trends show that children, even at younger ages, prefer to be in front of the computers, tablets and/or play stations, than to socialize outside with "real" friends.

In this paper we studied the relationship between gender and the application of traditional sports games (TGS) in urban and rural areas, seen as opportunity for social integration of school aged children. There are 200 participants included in the sample (103 boys and 97 girls), ages from 9 to 14 years, from several municipalities on the territory of the Republic of Macedonia. Participants were selected according to the following criteria: *a)* all participants are students in the selected schools, *b)* all participants were born and are living in the selected municipality, *c)* participants are from different ethnicity and SES, *d)* all participants do not have previous experience with similar type of research, and *e)* all participants are in age range from 9 to 14 years. The main hypothesis was that traditional sports games will have positive influence on social and ethnic integration of school aged boys and girls in the analyzed municipalities. Participants were first presented with practical animation of 6 traditional sports games, after which they were answering a questionnaire designed especially for the purposes of this research.

Based on the research results the following conclusions can be made:

1) Traditional sports games have an undisputable role, application and importance in the process of social integration of school aged children (especially those belonging to different social groups) in transitional societies such as R. of Macedonia;

2) The State should promote sporting activities through the use of traditional sports games, especially among children in order to strengthen social integration in the society;

~~3) Research of this kind are very important for building a common future for all generations in the country, regardless of their gender, ethnicity or religion; and~~

4) Traditional sports games contribute to raising of the level of tolerance towards those who are different, which is evident among school aged children who participated in this research.

Key words: Traditional sports games/ Social inclusion/ School aged children/ Gender.

Références OR References

- Anastasovski, Ivan (2010). Ethnics affiliation on visitors in sport, Skopje: Scientific work, Conference "Promoting on cultural dialog", Holiday In, 14-15.10, 2010, and Football magazine, Official publication on Football federation of Macedonia, p.22-23.
- Anastasovski, I. Velichkovska, A, Lenche, (2011). The values and limits of sport-based social interventions in post-conflict societies, Dojran: *Expert and scientific debate*, FUSM, p.45-48.
- Anastasovski, Ivan, Stojanoska Tatjana, (2010). *Violence, aggression and sport* , Skopje: Faculty of physical culture, Fleksograf – Kumanovo, p. 122-124.
- Ivan Anastasovski, Lence V. Aleksovska, Vujica Živković, Andriana Z.Misovski, Lazar Nanev, Tatjana Stojanoska Ivanova (2016). ROLE OF TRADITIONAL GAMES AND SPORTS IN SOCIAL AND ETHNICAL INCLUSION, INTEGRATION AND COHESION IN THE POST-CONFLICT AND TRANSITIONAL SOCIETIES AMONG CHILDREN OF ELEMENTARY SCHOOLS, Skopje: Second International Scientific Conference, Book of proceedings , UDC: 793.31:[796:316.454.2-057.874, pg 303-311.
- Baron and Byrne, (1987). *Social psychologie*, Boston: Allyn and bacon inc. str. 260-285, 294-326.
- Bozou, J. (2010). *Peace through sport: when the myth becomes reality*, Strategic Issues, Paris: Armanda Colin/IRIS.
- Butcher R, Schneider A. (1998). *Fair play As Respect for the Game*. U: Morgan WJ. Ethics in Sport; 131-6
- Glassie Henry (1995). Tradition, *The Journal of American Folklore*, Vol. 108, No. 430, Common Ground: Keywords for the Study of Expressive Culture (Autumn, 1995), p. 395-412.
- Grogan, Sarah (2002). Body Image: Understanding Body Dissatisfaction in Men, Women, and Children, p. 13-15.
- Van Bottenburg & Van Sterkenburg (2005). *Sociology of Sport, Sports Participation*, Utrecht: ARKO Sports Media (Nieuwegein),
- Schuller, T., Baron, S. & Field, J. (2000). Social capital: A review and critic. In S. Baron, J. Field, & T. Schuller (Eds.). *Social Capital*. Oxford: Oxford University Press.
- Uzelac, M. (1987). *Filozofija igre*. Novi Sad: Književna zajednica
- Jørn Møller (2002). *The Symbolic Significance of Traditional Sports and Games. Pre- or Postmodernism? - a Cross Cultural Perspective*, Internet study. Read on: <http://www.playthegame.org/news/news-articles/2002/the-symbolic-significance-of-traditional-sports-and-games-pre-or-postmodernism-a-cross-cultural-perspective/>.

« « Le sport pour tous » à Grenoble, mot d'ordre invariable des socialistes aux écologistes ? »

SALLENAVE, Léa.

Lea.Sallenave@unige.ch

En 2014, Eric Piolle, le candidat d'Europe Ecologie les Verts, associé à Elisa Martin du Parti de Gauche, remportent les municipales grenobloises. Ce papier vise à présenter le cas unique d'une municipalité qui tente l'adéquation de ses idéaux de préservation de la nature, valorisant des activités sportives « Zéro Carbone », et de cohésion socio-territoriale avec l'ambition de développer les quartiers Sud de la ville. Laboratoire culturel, technopole ultra performante, cœur et locomotive des Alpes, Grenoble entretient l'héritage de la ville moderne qu'elle incarnait à échelle nationale dans les années 1960. L'étiquette de la modernité semble désormais accolée à des pratiques durables, impliquant une équité femme-homme, une faible empreinte écologique et une cohésion sociale entre les territoires.

Dans quelle mesure les pratiques sportives grenobloises portent-elles l'empreinte de l'idéologie « verte-rouge » de Piolle-Martin ? Comment rayonner dans un contexte de compétitivité néo-libérale tout en maintenant le cap de pratiques sportives inclusives et démocratiques ?

Nous aborderons différentes thématiques *via* des méthodes essentiellement qualitatives à l'aide principalement d'observations et d'entretiens avec des acteurs institutionnels, bénévoles et pratiquants. La ville de Grenoble nourrit une relation étroite, quasi symbiotique, avec le cadre montagnard. Les différents élus municipaux ont entretenu et maintiennent ce lien, tout particulièrement depuis l'obtention des Jeux olympiques d'hiver de 1968. Cet environnement est toujours largement utilisé dans les discours municipaux actuels mais pour façonner et diffuser désormais une image à la fois « verte/écologique », « sportive » et « sociale ». La réaffirmation récurrente de la centralité grenobloise au « cœur des Alpes » place ainsi les pratiques physiques dites de montagne à la croisée de l'urbanité et de la néo-ruralité, de la performance de haut niveau et de la démocratisation. Entretenir la mythologie du sport olympique grenoblois, gérer l'héritage du sport de compétition de montagne tout en collant aux valeurs écologiques et de gauche en matière de développement sportif peut relever de la gageure. Mais elle semble parvenir dans des domaines sportifs assez différents à juguler ce hiatus.

Ainsi, la pratique du trail, particulièrement exigeante dans le cadre par exemple de « l'Ultra Trail des 4 Massifs », tutoie les initiations « découverte(s) » des sports de montagne pour des publics dits éloignés ou non-initiés *via* les MJC. La communication municipale sur les mobilités douces pour accéder aux sites, les pratiques respectueuses de l'environnement en montagne, souligne l'idéologie écologiste.

Ensuite, le soutien appuyé à la performance professionnelle et à la spectacularisation sportive des mandats socialistes semble s'estomper. A la construction du stade des Alpes sous les socialistes répond la remunicipalisation sous E. Piolle d'un des équipements sportifs emblématiques, le Palais des Sports.

Le sport grenoblois s'envisage sous l'angle des pratiques de tous ; pratique intergénérationnelle, inclusive, féminisée, valorisée par un maillage associatif dense. Ce discours semble néanmoins pérenne entre les différentes municipalités ; discours qui reprend d'ailleurs plus largement l'idéal républicain intégrateur. En revanche, l'habileté du maire E. Piolle fut d'avoir réaffirmé des idéaux de gauche en créant l'événement par la création d'un précédent : l'ouverture de la 1^{ère} école municipale de foot, gratuite, ouverte aux jeunes filles de 7 à 14 ans.

Références :

- Augustin J.-P., Fuchs J., (2014). « Le sport, un marqueur majeur de la jeunesse », *Agora débats/jeunesses*, 68, p. 61-70.
- Charrier, D., Djabballah M., Cometti A., Parmantier C., Jourdan J. (2012). « Prévention, animation et insertion par le sport en zones urbaines sensibles : la reconstruction du processus historique des analyses ». In *Movement & sport science*, 78, p. 25-37.
- Corneloup J., Mao P. (dir.), (2010). *Créativité et innovation dans les loisirs sportifs de nature*, L'Argentière La Bessée, Éditions du Fournel.
- Debarbieux B. (2001). « Les montagnes : représentations et constructions culturelles ». In Y. Veyret (dir.), *Les montagnes : discours et enjeux géographiques*, Paris, SEDES.
- Gaubert V. (2012). « Vers une ludisation des pratiques sportives... Quand jouer au football (re)devient plaisir », *Géographie et cultures*, n° 84, 2012. Article consulté en ligne.
- Ravenel L. (2011). « Une approche géomarketing du sport », *Annales de géographie*, n° 680, p. 383-404.
- Rochedy R. (2015). « Analyse d'un espace de décélération : l'exemple de l'ultra-trail », *Staps*, 107, p. 97-109.

Développement local et sport

Le « streetfishing », un vecteur d'attractivité de la ville,

Quimper à la pêche...

SAUVIN Thierry et CHOQUET Anne

thierry.sauvin@univ-brest.fr, et anne.choquet@brest-bs.com

Rideaux baissés, boutiques à vendre, galeries marchandes désertées... Le taux de vacance commerciale (proportion de magasins vides sur l'ensemble du parc commercial) est de plus en plus important. En 2014, le taux atteint en moyenne 8,5% pour les 300 plus grandes villes de France (*Le Monde*, du 12/01/2014). Cette désertification pèse lourdement sur l'activité économique et culturelle et risque fort d'altérer la qualité territoriale des centres villes. Alors que ceux-ci, par leur centralité, sont censés faire système, produire du sens, une identité et une lisibilité, ils risquent de perdre leur centralité et, par conséquent, leur attractivité.

Face à cette désertification dont les raisons sont multiples (revenus moyens en baisse, étalement urbain pouvant engendrer de nouvelles centralités, multiplication des zones commerciales en périphérie, développement du commerce en ligne, ...), les collectivités territoriales, souvent désemparées, tentent d'enrayer cette spirale en valorisant le patrimoine bâti et naturel des centres villes et en multipliant les animations culturelles.

Si l'évènementiel et la protection du patrimoine sont une nécessité, il importe, selon nous, d'explorer d'autres voies par la pratique d'activités en lien avec le patrimoine bâti et naturel. Certaines municipalités, ayant un centre-ville irrigué par un cours d'eau, ont décidé de développer la pêche récréative dite urbaine ou de rue, le « streetfishing ». L'objectif est de faire en sorte, par cette activité sportive, que les citoyens se réapproprient une partie de leur territoire, ralentissent leurs déplacements, s'adonnent à la flânerie... Les collectivités territoriales espèrent ainsi créer un espace public source d'externalités positives. L'attractivité du centre-ville en serait renforcée.

Une première partie aborde le centre-ville non pas comme un espace mais comme un territoire spécifique car censé faire sens et ainsi structurer les identités locales. Cette qualité territoriale ne se décrète pas mais se construit par les projets de développement portés par les acteurs locaux (collectivités locales, associations, entreprises, ...). Une deuxième partie prend, comme exemple, le cas du centre-ville de Quimper, centre-ville caractérisé par un patrimoine naturel exceptionnel parce que traversé par l'Odet, le Steir et le Jet. Nous verrons en quoi le « streetfishing » quimpérois, installé sur un parcours labellisé « passion », est en mesure de contribuer à la revitalisation du centre-ville.

Références

- Broudin E. (2016), Etude sur le potentiel de développement de la pêche sportive en milieu urbain, Fédération de pêche du Finistère-UBO
- Charles E., Sauvin T. (2013), « Quand un label révèle un autre modèle de développement : Le cas du label « Accueil Pêche en Finistère », *Téoros*, 32-1, p.38-46

- Sauvin T. (2015). Entreprises et territoires, Des liaisons dangereuses ?, Paris : Armand Colin, Collection U

« Ville, Sport, Cohésion Sociale ». Politique sociale et rayonnement métropolitain : Le Stade-de-France de Paris St-Denis.

Pégard Olivier, pegard@u-pec.fr

Depuis les années 80, les processus de désengagement de l'Etat social en Europe de l'Ouest ont offert des opportunités dans l'exécution du Nouveau Management Public (*New Public Management* ou NPM). Les domaines de la culture et des arts (Hip Hop), du sport (football, rugby, boxe, équitation, musculation, etc.) serviraient à canaliser les passions désordonnées de la jeunesse populaire des grandes villes. Depuis les années 80, s'est progressivement installé un management du social (travailleurs sociaux, éducateurs sportifs, etc.) visant la conduite des affects à faire advenir l'adhésion individuelle à s'accomplir dans une démarche active concernant l'accès à l'emploi. Ou encore, s'agissant de dispositifs renforçant la cohésion sociale, les espaces sportifs de proximité servent de courroie d'entraînement. Dans ce cas, le NPM ne se résumerait pas seulement aux relations professionnelles des administrations publiques mais il se glisserait également au coeur des interactions sociales avec l'administré.

Intégré à la fonction de rayonnement de la métropole parisienne, le Stade-de-France ne se cantonne pas aux seules « grandes soirées sportives et divertissantes ». Aménagé dans la ceinture nord de Paris à Saint-Denis, situé donc dans une ville populaire et cosmopolite de l'Ile-de-France, ce grand stade est mis au service de la mobilisation de la jeunesse francilienne de façon à ce qu'elle puisse retrouver le chemin de l'emploi. *Via* des Journées de recrutement initiées par des grandes entreprises puis continuées avec des forums-emplois façon *speed dating*, si la jeunesse des quartiers ne se rend pas à Pôle Emploi, il s'agit d'investir de toucher ce public avec des sites attractifs...

Nous tenterons par conséquent de montrer combien ce grand stade est un matériau d'activation de la cohésion sociale. Si le décorum sportif des grands stades est d'abord destiné à la métropole connectée à la globalisation pour séduire des clientèles internationales, à une échelle locale, le Stade-de-France se mue en instance de valorisation de l'investissement individuel de publics sociaux à mobiliser. Sur fond de chômage de masse et de difficultés politiques à identifier les futurs gisements d'emplois, l'urbanisme divertissant de la mise en mouvement du corps sportif contribue-t-il à diluer un contexte socio-économique tendu dans les affects individualisés de la saine concurrence ? Ainsi, c'est le triptyque, dynamique métropolitaine, visibilité sportive, jeunesse à mobiliser, qui alimente un dispositif d'*embodiment*.

Belfiore, E, (2004). Auditing culture : the subsidised cultural sector in t h e N e w Public Management. *International Journal of Cultural Policy*, Vol.10 (No.2). pp. 183-202.

- Pégard O, (2015). « C'est au Stade-de-France que tout se joue. Description et analyse d'un dispositif de divertissement, Colloque Travail et loisir, GRIPIC, Paris I, http://www.gripic.fr/system/files/file_fields/2015/05/21/09cestaustadedefrancequelaccesalemploisejoue..pdf
- Sassen, S and Roost, F., (1999). » The city: strategic site for the global entertainment industry. " from Judd, Dennis .R. and Fainstein, Susan S. (eds.), *The tourist city* pp.143-154, London: Yale University Press.

Sport et tourisme : Quelle convergence ?

Encadrée Par : M. OuhadiSaid& Jorge Arana

Professeur et enseignant chercheur à l'université Cadi Ayyad Ouhadisaid@yahoo.fr

**Professeur et enseignant chercheur à l'université de las palmas
jorge.arana@ulpgc.es**

Ecrit par : Jibraili Zineb

Doctorante en science de gestion à l'université Cadi Ayyad et Universidad de las Palmas

zinebjibraili@gmail.com

Au cours de la dernière décennie, il y a eu une prise de conscience de l'impact significatif de l'organisation des événements sportifs sur la notoriété et le tourisme d'une nation d'une manière générale et de la ville accueillante plus particulièrement. L'accueil des méga-événements est fortement soutenu aux nations du monde entier, à la fois développés et en développement. Bien que Les partisans d'événements méga-sportifs affirment que ces types d'événements attirent des hordes de visiteurs riches et conduisent à des retombées économiques durables pour les régions d'accueil et bien que les avantages monétaires et non monétaires semblent être énormes, les opposants affirment que les limites de l'organisation de tels événements sont multiples. Parfois, de nombreux pays sortent déficitaires, et là on parle plus précisément des pays en cours de développement qui ne disposent pas des infrastructures avec des normes précises pour accueillir ce type d'événement et qui doivent donc investir des montants colossales pour pouvoir répondre aux exigences mondiaux, ce qui mène à l'aggravation de la dette publique de l'état, s'y ajoute que ces pays n'utilisent que rarement les infrastructures construites.

Alors qu'un méga-événement est prévu au moins une fois chaque année quelque part dans le monde, en 2013 et 2014, la ville ocre Marrakech du royaume Marocain a eu la chance d'organiser les deux éditions de la coupe du monde des clubs. Les avantages de ces événements semblent lucratif; le fait que de nombreux pays soumissionnent pour accueillir ces événements suggère que les avantages - Qu'ils soient tangibles ou intangibles - dépassent largement les coûts directs et indirects supportés pour organiser ce type d'évènements. Ce document examine l'effet de l'organisation des événements sportifs sur le développement de l'image de marque de la nation, tout en identifiant l'importance de l'industrie sportive dans le développement touristique de la ville organisatrice. Une analyse documentaire sera suivie par une étude empirique ou nous présenterons une étude d'un cas concret et qui est l'expérience de la ville ocre Marrakech lors de son accueil de la coupe du monde des clubs dans sa double édition 2013 et 2014, et son impact sur le développement local de la ville.

Mots clés :

Evènement sportif – Tourisme sportif – Développement local

Méthodologie :

La méthode de la recherche est l'analyse descriptive. A cet effet, la littérature est obtenue à travers la collecte, la classification l'analyse des articles, et des ressources connexes sur le tourisme sportif et la liaison qui pourra exister entre les méga évènements et le tourisme. Afin de concrétiser notre travail, nous avons mené une étude documentaire sur un cas concret, et qui est la ville Marrakech du royaume Maroc lors de son organisation des deux éditions de la coupe du monde des équipes.

La problématique :

L'organisation d'un évènement sportif a un effet direct sur la croissance du tourisme et donc sur le développement local de la région. Certes, L'accueil de ce type d'évènement engendre des coûts colossaux, mais les effets positifs dépassent largement les charges supportées. Cet article a donc comme objectif de prouver l'exactitude de cette hypothèse, en étudiant le cas concret de Marrakech.

La crise mondiale a émergé une nouvelle industrie qui a relancé des économies de plusieurs pays, et là on parle du domaine sportif qui était auparavant considéré comme un passe-temps. Cette industrie aujourd'hui joue un rôle déterminant dans le développement d'une nation « notoriété et image, tourisme et économie ». Deux raisons nous ont poussés à mener cette étude et à traiter cette problématique. En revenant à la littérature, nous trouvons que plusieurs recherches ont tenté de déterminer l'importance d'accueillir ce genre d'évènements et ont quantifié les retombées économiques colossales sur les pays accueillants, le même nombre d'études ont prouvé que l'organisation des évènements sportifs impacte négativement l'économie du pays concerné. Cette confusion nous a mené à notre tour à étudier l'impact de l'organisation des évènements sportifs sur le développement local du pays, Nous avons choisi Marrakech car cette ville ocre a eu l'expérience d'accueillir pendant deux années consécutives la coupe du monde des clubs et également car elle fait partie du Royaume Marocain considéré comme un pays en développement n'ayant pas des excédents en ressources. Ainsi, notre question de recherche est la suivante :

« Comment un méga-évènement sportif peut-il contribuer au développement du secteur touristique ? »

Nous mettons en place deux hypothèses que nous cherchons à vérifier à travers l'analyse du cas de Marrakech :

H1 : L'accueil d'un évènement sportif impacte négativement la croissance économique de la ville organisatrice.

H2 : L'accueil d'un évènement sportif contribue au développement touristique de la ville organisatrice.

Les résultats attendus :

Cette étude nous permet de se positionner avec les chercheurs ayant validé l'impact significative de l'industrie sportive sur le développement de la ville.

L'étude de la ville ocre nous a permis de valider les hypothèses ayant été posé auparavant, les enquêtes menées auprès des hôtels, des agences touristiques et du ministère de tourisme nous ont permis de conclure que l'accueil des deux éditions de la coupe du monde des clubs était une transition déterminante dans le développement du secteur touristique de la ville. Le tourisme sportif est devenu aujourd'hui le vecteur du tourisme local alors qu'auparavant sa contribution était très minime. Ce segment profite au :

- **Développement social** : Aujourd'hui, plusieurs clubs internationaux ont ouverts leurs écoles sportives dans la ville ocre : « PSG, FC Barcelone, Real Madrid »
- **Développement touristique et économique** : l'économie de la ville ocre se base aujourd'hui sur l'industrie touristique, plusieurs évènements sportives s'organisent à Marrakech ce qui attire des millions de touristes annuellement ; le nombre de nuitée se multiplie chaque année, des nouveaux hôtels se construisent annuellement afin de supporter la demande croissante ;
- **Développement commerciale** : Pendant chaque évènement, la ville accueille un nombre colossale de touriste ce qui profite également aux petits commerçant, et développe ainsi les PME et l'incitation à l'entreprenariat ;
- **Notoriété et image** : Marrakech est aujourd'hui très connu dans le monde entier, plusieurs sportifs internationaux investissent dans la ville (Karim Benzema en ouvrant son hôtel 555, Cristiano Ronaldo), viennent pour y passer leurs séjours et vacances

Références

- *Journal of Destination Marketing & Management*
- *B. Knott ; The nation branding opportunities provided by a sport mega-event: South Africa and the 2010 FIFA World Cup*
- *Rosa Caiazza, Can a sport mega-event support hosting city's economic, socio-cultural and political development?*
- *Carroll Howard Griffin, Mega-Event Sporting Opportunities: The Case of Developed vs. Developing Countries*
- *Ouafae ZEROUALI OUARITI BUSINESS TOURISM TOWARDS IMPROVING THE TOURISM OFFER IN MOROCCO: CASE OF SEASIDE TOWN OF AGADIR.*
- *Wonyoung Kim, Evaluating the perceived social impacts of hosting large-scale sport*
- *STEPHEN DAVID VISSER : THE SOCIO-CULTURAL IMPACT OF THE 2010 FIFA WORLD CUP™ ON CAPE TOWN RESIDENTS*
- *Bill Bramwell ; A Sport Mega-Event as a Sustainable Tourism Development Strategy*

Sport dans la ville au Maroc

Quel bilan des politiques publiques?

Dr. Abderrazak Elakari

aelakari@yahoo.fr

Au début du troisième millénaire, le sport, en tant que phénomène sociétal, a connu des transformations radicales, il a pu intégrer, progressivement l'ensemble des activités de la société, s'élevant à un niveau d'organisation très compliqué, s'adaptant aux concepts et exigences du temps moderne et donnant naissance à de nouveaux métiers. Adulté et pratiqué par un nombre important de la population, le sport est considéré, désormais, comme un droit inaliénable exigé par le citoyen.

Au Maroc, cet intérêt particulier à l'égard du sport, sera accentué par l'enclenchement de nouveaux chantiers de réforme structurel, notamment les projets de la régionalisation avancée et de la politique de la ville qui visent, entre autres, à assurer l'égalité des répartitions des richesses, mais également de permettre aux acteurs locaux de disposer de plus de prérogatives dans la gestion de leurs propres affaires.

L'intérêt croissant accordé au territoire vise à répondre, également, aux questions suivantes :

- Est-ce l'architecture administrative actuelle permet-elle de répondre favorablement aux attentes de la population et aux défis d'un contexte tant national qu'international en perpétuel changement, ou au contraire, constitue une sorte de blocage qui sape les initiatives conçues au niveau territorial ?
- Comment améliorer l'efficacité des prestations rendues au citoyen ?

A reconnaître que le sport est doublement concerné par ces évolutions; d'abord en tant que compétence propre des Collectivités Territoriales, puis en tant qu'activité contribuant à l'attractivité et au développement des territoires.

Toutefois, le peu d'intérêt accordé au domaine sportif par les acteurs locaux, en raison, notamment, du budget modeste qui lui est alloué, de l'absence d'une structure appropriée d'élaboration des plans d'actions au niveau territorial, en plus de la disparité criante entre les différents territoires. Ces défaillances conjuguées, peuvent être, à l'origine du phénomène de régression de la pratique sportive et de son faible impact sur la population concernée.

A travers cette participation scientifique, nous projetons de:

- Cerner la perception des acteurs locaux quant aux rôles dévolus au sport ;
- Identifier les acteurs territoriaux impliqués dans la gestion du sport ;
- Connaître le mode de coordination entre les acteurs territoriaux ;
- Diagnostiquer les composantes défaillantes du système sportif territorial;
- Identifier les leviers et les actions à mettre en place pour l'amélioration de la promotion du sport dans le territoire.

Pour apporter des réponses probantes, nous avons opté pour l'outil de l'enquête par questionnaire administré auprès de 156 personnes représentant quatre régions du royaume.

Références:

- Augustin J-P (2001) « *Sport, Pouvoirs et Territoire* »Revue Pouvoirs locaux n° 49 II
- Bayeux, P. (2006).*Le sport et les collectivités territoriales*, Que sais-je 3^{ème} édition, PUF
- Chazaud .P(2001) « *La place du sport dans les stratégies marketing locales* »Revue Pouvoirs locaux, n° 49 II
- Commission des Communautés Européennes (2007) « *Livre blanc sur le sport* » C-C-E, Bruxelles.
- Dossier documentaire sur « *Management Territorial* » 2005 CARIF-OREF Guadeloupe.
- ELAKARI.A(2015)« *la gouvernance territoriale des politiques publiques sportives au Maroc* »Thèse de Doctorat.Faculté Sciences de l'Éducation. UNIV Med V .Rabat.
- Holec N, Brunet-J(1999) « *Gouvernance* »Centre de documentation de l'urbanisme (CDU) :Centre de documentation de l'urbanisme.
- Hufty M, Dormeur A, Plagnat P(2007) « *Jeux de la Gouvernance regard et réflexions sur un concept* » KARTHALA Eieud . Genève.
- Inserm (2008).*Activité physique Contexte et effets sur la santé*. Expertise collective p-p 682-728.
- Sporsora (2008") *Le Livre Blanc du Marketing Sportif à destination des Collectivités* ».
- ThoenigJ-Cl, Duran P (1996) « *L'État et la gestion publique territoriale* ». In: Revue française de science politique, 46^e année, n°4.

Politiques sportives territoriales VS politiques sportives associatives.

Dissonances (im)dépassables ? Le cas de Calais

DUCHATEAU Guillaume Guillaume.duchateau@wanadoo.fr

GIBOUT Christophe christophe.gibout@univ-littoral.fr

Cette étude monographique s'appuie sur des éléments de la politique sportive de la ville de Calais et tente de déconstruire les logiques internes et externes d'implication des associations sportives dans la politique municipale. La relation entre politiques sportives et territoires occupe depuis de nombreuses années une place de choix dans la recherche en sciences sociales (Augustin, 1995 ; Callède, 2000 ; Charrier 2002, Giband et Holz, 2007). En 2008, la ville de Calais bascule à droite après avoir été dirigé pendant 37 ans par le parti communiste. La nouvelle maire de droite affirme peu de temps après son élection qu'elle n'est pas sportive, qu'elle n'est pas attiré par le sport mais qu'elle voit à travers le sport un outil éducatif de premier plan pour la jeunesse notamment pour les publics en difficultés. En 2009, la politique sportive de la ville est donc fort logiquement réorientée sur le versant éducatif et social. Ainsi, un vaste projet d' « éducation par le sport » voit le jour. Un soutien financier dans le cadre du contrat urbain de cohésion social permet le recrutement d'une équipe de 9 éducateurs sportifs afin de déployer cette politique sur les quartiers sensibles placés en politique de la ville. Dans le même temps la municipalité s'est rapprochée de l'Agence Pour l'Éducation par Le Sport afin de parfaire l'ingénierie de ce dispositif. Tous les clubs sportifs de la ville ont été progressivement sensibilisé dans le cadre de ce dispositif et largement incités à s'engager de différentes manières sous forme d'encadrement de stages, d'interventions hebdomadaires dans les quartiers sensibles, de participation à des journées sportives...Après, 7 années de fonctionnement, le bilan de cette politique est largement positif quant à l'implication et aux résultats de l'équipe d'éducateurs sportifs. A ce jour, 1400 jeunes différents de 12 à 25 ans sont suivi chaque année. Un axe « insertion par le sport » en relation avec les centres de formation, la mission locale et d'autres institutions a permis à un certain nombre d'entre eux de trouver une formation, un stage ou un emploi.

Cependant, la volonté politique d'impliquer les clubs de sports dans un contexte de limitation des dépenses publiques et de définition de priorités sociales n'a pas connu le même succès. En effet, seuls 4 clubs sur 84 semblent impliqués à travers leurs projets de club.

Notre Méthodologie qui s'est appuyée dans un premier temps sur l'analyse des caractéristiques sociales du territoire, sur des rapports d'activités annuels et sur l'étude des délibérations du conseil municipal a permis de caractériser le contexte de cette situation. Dans un second temps, accordant leur importance au vécu des acteurs et à leurs interrelations, des entretiens semi-directifs avec des présidents d'associations sportives, des entraîneurs, des éducateurs sportifs municipaux et des élus ont permis de saisir comment les différents acteurs, parties prenantes du champ, perçoivent leurs places respectives et nous montrent que les projets de clubs sont calqués sur les modèles fédéraux traditionnels. Aujourd'hui, les aspects éducatifs et sociaux de la politique en question ne sont pas intégrés à leur fonctionnement. Et systématiquement, ce qui se passe en dehors du club (même dans un environnement proche) ne semble pas les concerner. Nous assistons précisément ici à une désarticulation entre « cultures de clubs » et « politiques sportives territoriales » tel que le décrit Jean- Paul Callède(2010).

Nous observons ainsi une dissonance entre la philosophie de ce vaste projet territorial et l'implication véritable des clubs sportifs en son sein. C'est cet écart et cette discordance qui seront présentés et enquêtés en tant que révélateur des aléas et fragilités de l'action publique dans le champ sportif. Nous tenterons également d'explorer de nouvelles pistes de coopération et de revisiter les sens que chacun accorde au sport.

Les enjeux, usages et perspectives du « socio sport » à travers l'exemple de la ville de Rennes

COLLET, Camille et SEMPE, Gaëlle

***Doctorante et Maître de conférences
Membres du Laboratoire VIP&S EA 46 36
Université Rennes 2, UFRAPS
camille_collet@hotmail.fr
gaelle.sempe@univ-rennes2.fr***

Cette étude sociologique s'inscrit dans le cadre d'une thèse CIFRE, en cours, cofinancée par le Cercle Paul Bert (association sportive et culturelle rennais) et la Ligue de l'Enseignement (confédération d'associations françaises). Elle consiste à produire une monographie du « socio sport » à l'échelle de la ville de Rennes à partir de l'analyse de ses usages, de ses enjeux et de sa politique sur le territoire. Cette thèse fait suite à un travail de mémoire préalablement mené sur la première convention socio sportive signée entre le Cercle Paul Bert et la ville de Rennes. De cette étude et des premiers résultats de la thèse, plusieurs questionnements ont émergé autour des enjeux politiques, communicationnels, financiers du « socio sport », mais aussi autour des besoins et des tensions entourant notamment le développement de la pratique dans les quartiers dits prioritaires de la ville et sa définition, donc son appropriation, par les différents acteurs concernés.

Le travail de thèse engagé tente de répondre à la question suivante : « Quels enjeux au développement du socio sport sur le territoire rennais ? ».

Poursuivant la problématique scientifique engagée lors d'une étude similaire portant sur « L'insertion par le sport dans le XIXe arrondissement de Paris » (Le Yondre, Sempé, 2014), notre démarche consiste à interroger et croiser d'une part la vision et l'approche locales du « socio sport », c'est-à-dire la manière dont les différents acteurs perçoivent, définissent et développent le « socio sport » (selon qu'il soit davantage centré sur la performance/compétition ou sur le loisir) et d'autre part, les caractéristiques des publics sur l'axe de l'intégration, entendu selon la théorie de Robert Castel (1995). A l'articulation et au croisement de ces deux axes, l'enjeu de notre travail consiste finalement à identifier empiriquement ce que nous appellerons un « espace du socio sport », autrement dit à comprendre le maillage des différents acteurs et dispositifs socio sportifs locaux selon les publics ciblés.

En définitive, notre recherche tente de répondre à la problématique suivante : Pourquoi et comment une institution, une association, un club s'engage dans une démarche socio sportive ? Le premier niveau d'analyse (« Pourquoi ? ») consiste à réaliser un « état des lieux », non pas exhaustif mais davantage qualitatif, du « socio sport » sur le territoire rennais en s'attachant aux éléments de sa mise en place d'un point de vue structurel / institutionnel : socio genèse du « socio sport », objectifs des dispositifs ou actions, définition donnée au « socio sport ». Ce que nous appelons ici « état des lieux » ne se limite pas à une acception commune et souvent évidente de ce terme. En effet, il ne peut être suffisant de se contenter d'un inventaire de l'ensemble des activités de clubs, dispositifs municipaux et autres formes d'animations socio sportives. Il s'agit davantage ici de comprendre

« l'espace du socio sport », la façon dont il se structure, ce qui amène notre deuxième niveau d'analyse (« Comment ? »). L'enjeu est alors d'analyser ce qu'il se joue à l'intérieur de cet espace du « socio sport » à savoir ses usages, ses effets au sein des structures et auprès des publics, etc. Ces deux niveaux vont permettre de croiser, ce que nous pouvons appeler, « l'espace des idées » qui s'intéresse aux discours et « l'espace des pratiques » qui se centre sur ce qu'il se passe sur le terrain. Identifier les discours pour ensuite les confronter aux pratiques est le moyen d'estimer la cohérence de « l'espace du socio sport » sur le territoire rennais.

Ce travail monographique sur Rennes présente des intérêts multiples. Tout d'abord, il permet de questionner l'utilisation même du terme « socio sport ». Sur le plan scientifique, mais également politique, ce terme a été utilisé depuis les années 1980 jusqu'à la fin des années 1990 avant d'être « relégué » au profit de l'intégration, de l'insertion et/ou de l'inclusion par le sport. Sur le territoire rennais, le « socio sport » est encore présent et utilisé dans le paysage sportif. Il a été « revendiqué » par la politique locale notamment au début des années 2010 à travers sa « formalisation » via la création de « conventions socio sportives » avec quelques associations sportives dont le Cercle Paul Bert. Cependant, depuis deux ans, la politique municipale ainsi que certaines institutions et associations préfèrent parler de « politique de proximité » ou « d'inclusion sociale par le sport ». Ce changement linguistique est à mettre en relation avec la modification du paysage sportif rennais et notamment le « virage socio sportif » pris par les institutions locales (Conseil Départemental, Ville de Rennes) et de nombreuses associations sportives. Il convient alors, pour ces dernières, de se démarquer du flou caractéristique du « socio sport », considéré comme un terme « fourre-tout », pour se rendre visible et identifiable (animations sportives de proximité pour la politique locale, inclusion sociale pour la DDCSPP).

Ensuite, le territoire rennais est considéré comme « à part » par les services déconcentrés de l'Etat des autres départements ainsi que certaines fédérations nationales. Quand sur certains territoires, le paysage socio sportif est davantage perçu comme concurrentiel (exemple de notre étude sur le XIXème arrondissement de Paris), celui rennais semble fonctionner comme un « micro climat » car davantage soucieux d'entretenir des relations de complémentarités que concurrentielles. L'émergence du socio sport sur le territoire rennais est le fruit d'un travail collaboratif entre deux associations sportives (Cercle Paul Bert et REC Rugby) ainsi qu'une fédération affinitaire (UFOLEP) « encouragé » par les services de la DDCSPP 35 dans le cadre du dispositif national « Soyez Sport », engagé suite aux émeutes urbaines de 2005.

Notre analyse monographique rennaise montre donc la volonté engagée de travail commun entre les services déconcentrés de l'Etat, les institutions départementales et locales ainsi que certaines associations sportives mais elle met également en lumière les résistances, enjeux politiques, communicationnels et financiers à l'épreuve au sein du territoire rennais.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur une démarche méthodologique, principalement qualitative, reposant sur l'utilisation de trois principaux outils méthodologiques. Le premier outil, utilisé en continu et se situant au cœur de notre recherche, est celui de l'observation participante. Depuis plus de cinq ans, nous sommes engagées au sein du Cercle Paul Bert en tant que, successivement, stagiaire chargée de l'accompagnement du projet socio sportif par le biais de nos études, animatrice socio sportive et enfin coordinatrice-animatrice du service socio sport depuis le début de notre thèse. Ces expériences croisées nous permettent de multiplier les regards, sur du long terme, et d'avancer dans notre réflexion scientifique, de faire émerger des hypothèses, de les tester, etc.

Nous avons également utilisé l'outil du questionnaire davantage dans une perspective d'enquête exploratoire afin d'une part, de prendre de la hauteur en s'extirpant de la vision du Cercle Paul Bert, et d'autre part, d'identifier les autres acteurs impliqués dans une dynamique socio sportive. Cependant, le questionnaire étant dense et les retours insuffisants, nous utilisons le questionnaire afin de collecter davantage d'informations « structurelles » et d'effectuer des comparaisons sur des aspects émergeant des observations et entretiens.

Enfin, nous sommes actuellement en « période » d'entretiens semi-directifs auprès de décideurs politiques, de directeurs(trices) de structures, d'animateurs(trices) et de jeunes. L'objectif est alors d'identifier et d'analyser les diverses relations entre les acteurs clés du socio sport au sein d'une même association mais également entre les associations engagées dans une dynamique socio sportive. Au delà de cet objectif, l'intérêt est d'analyser l'existence et/ou les freins d'un réseau socio sportif rennais, de décrypter les jeux d'acteurs, les éventuelles stratégies mises en place, de confronter les discours, les visions, etc. Enfin, des entretiens sont prévus avec une partie des jeunes que nous suivons depuis cinq ans pour retracer leur parcours notamment familial, scolaire et sportif.

Si l'intérêt de notre démarche consiste à comprendre le « socio sport » au cœur du territoire rennais en prenant en compte son histoire, ses cultures, ses habitants, leur diversité et les rapports sociaux inhérents, elle permet également d'identifier quel type de structure sportive et/ou socio sportive intervient sur tel individu, à quel moment du processus d'intégration et à partir de quelle action/définition/vision socio sportive.

Références

- Castel, R. (1995). *Métamorphose de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.
- Gasparini, W., Vieille-Marchiset, G. (2008). *Le sport dans les quartiers – Pratiques sociales et politiques publiques*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Le Yondre, F. et Sempé, G. (co-dir.) (2013-2014). « *L'insertion par le sport dans le XIXe arrondissement de Paris* », Mairie du 19ème arrondissement de Paris.

Le sport dans la ville : urbanisation, équipements

Un match dans la ville : l'offre de *foot-ball* dans l'agglomération lilloise

Gaubert, Vincent

vincent-gaubert@orange.fr

Dans la plupart des sports collectifs, la conquête du terrain est essentielle. Celle plus imagée, de la ville, l'est également, non plus alors entre deux équipes, mais entre prestataires de services sportifs. En effet, depuis une trentaine d'années, la multiplication de l'offre et sa diversification caractérisent le champ des activités physiques et sportives et sa géographie (Lefebvre, Roullet & Augustin, 2013). Le football en atteste. Aux côtés des formes de jeux « libres » pratiqués dans la moindre parcelle urbaine (parc, rue, place), l'apparition du football indoor/foot5 et le développement institutionnalisé du futsal et du beach soccer ont gonflé la présence urbaine du ballon rond. L'offre sportive « balle au pied » contemporaine ne se réduit plus au seul « rectangle vert ». La ville devient alors un véritable terrain de jeu pour les prestataires des offres citées.

Prenant l'exemple représentatif de l'agglomération lilloise, ce travail, mené à partir des archives fédérales et d'entretiens effectués auprès des acteurs locaux, aborde la construction spatiale des offres de *foot-ball* en ville. Entre ces dernières, un match à quatre se dévoile. Le football y fait alors office de favori, tant les principales villes, et Lille parmi elles, ont accompagné son développement. Pour autant, la diffusion des autres offres de *foot-ball* a-t-elle altéré sa présence en ville ? Comment les offres de services sportifs « balle au pied » successivement apparues viennent-elles se greffer sur le football ? Celles-ci parviennent-elles à cohabiter dans l'espace urbain ? La combinaison des approches structurelles et systémiques permet de répondre à cette triple interrogation, et dessine les contours de l'offre sportive « balle au pied » en ville, en soulignant les jeux d'acteurs entre les prestataires de services marchands et non marchands.

De la sorte, il est possible d'observer qu'un nouveau schéma de diffusion régule la répartition actuelle de ces quatre cultures sportives (football, futsal, beach soccer, football indoor) contournant par là même le calque géographique des pratiques issues du système sportif (Augustin, Bourdeau & Ravenel). Cette nouvelle donne n'efface pas malgré cela le dessin des clubs sportifs. En définitive, comme le reflète l'exemple du terrain lillois, l'extension du périmètre urbain accorde une place suffisamment grande pour chacun des acteurs de ce match, en leur octroyant un secteur de jeu bien défini.

Références

- Lefebvre S., Roullet R., Augustin J.-P. (2013). *Les nouvelles territorialités du sport dans la ville*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Augustin J.-P., Bourdeau P., Ravenel L. (2008). *Géographie des sports en France*. Paris : Vuibert.

West Ham and the gentrification of football in London: from working-class supporters to first-class spectators

Luca Culeddu

Email : luca.culeddu@tiscali.it

The process of modernization suffered by the English football in the late 1980s, following the Taylor's Report, has prompted many changes regarding the way of living the weekly ritual experience in the stadiums.

New rules of behavior and new sports facilities have returned the Premier League over time into one of the most spectacular stages for international football, attracting famous sportsmen, but also wealthy sponsors and major television companies, interested in promoting the English football industry in the world.

Over this long period, many clubs have begun to renovate their stadiums, but also to build new ones, selling off a little of their history to real estate companies. In the specific case, London continues to experience this process, from recent investments such as the Emirates Stadium, until future projects submitted by other teams, like those of Tottenham and Chelsea. One of the last cases is related to the rent of the new Wembley Stadium by the West Ham.

In this relocation is not only important the fact of moving "the old home" from the club's historical neighbourhood to a more distant area, but also because of the adaptation of its supporters, famous to be composed mostly from working classes, to a new post-modern stadium, thought to house rather a modern show than a traditional match. In a cold and new atmosphere, there are more rules than space for the traditional rituals, such as singing standing up.

Since the beginning of August of 2016, the protests from the fans against the new "house of the Hammers" have begun to increase, especially on social media.

This presentation will therefore investigate this transition from the old to the new, identified as a kind of "gentrification of football", which affects the way we think and live this sport according to the new guidelines imposed on its places and spaces.

References

- *Bale J., In the Shadow of the Stadium : Football as Urban Nuisances Grounds, in Geography, Vol. 75, n. 4 October, pp. 325-334, 1990.*
- *Bale J., The changing face of football: Stadiums and communities, in Soccer & Society, Vol. 1, pp. 91-101, 2007.*
- *Duke V., The sociology of football: a research agenda for the 1990s, in The Sociological Review, Vol. 39, n. 3, August, pp. 627-645, 1991.*
- *Giulianotti R., Football, a sociology of the global game, ed. Polity Press, Oxford, 1999. Giulianotti R., Soccer goes Glocal, in Foreign Policy, n. 131, July – August, pp. 82-83, 2002.*
- *Horne J., Architects, stadia and sport spectacles: Notes on the role of architects in the building of sport stadia and making of world-class cities, in International Review for the Sociology of*

Sport, Vol. 46, n. 2, pp. 205-227, 2011.

- *Kennedy D., Football stadium relocation and the commodification of football: the case of Everton supporters and their adoption of the language of commerce, in Soccer & Society, Vol. 13, n. 3, pp. 341-358, 2012.*
- *LlopisGoig R., From 'socios' to 'hyper-consumers': an empirical examination of the impact of commodification on Spanish football fans, in Soccer & Society, Vol. 13, n. 3, pp. 392-408, 2012.*
- *Sybille F., Silke S., Stadium Worlds, football, space and the built environment, ed. Routledge, New York, 2010.*

Titre de la communication OR Title of the paper

DANIEL Laurent

Laurent.daniel@univ-ubs.fr

Ce texte est un résumé de la communication proposée. Il contient des éléments de contextualisation, méthodologiques, expose l'axe problématique envisagé et présente quelques résultats attendus.

Sports pour le développement et la paix à Belfast, et échec de la construction du grand stade

Géographiquement très proche de la Grande-Bretagne et placée sous son emprise pendant plus de huit siècles, l'Irlande lui a beaucoup emprunté, à commencer par sa langue, mais aussi le football et le rugby, qui s'y sont rapidement répandus. Si rapidement que, soucieux de préservation de leur culture indigène, des sympathisants de la cause nationaliste ont, dans les années 1880, fait renaître et vivre les sports gaéliques sous l'égide de la *Gaelic Athletic Association*. Ainsi, dans une société aussi divisée que la société nord-irlandaise, là où la minorité catholique et nationaliste s'adonne au *hurling* ou au football gaélique, les classes moyennes protestantes s'adonnent au rugby, le sport anglais par excellence. Seul le football intéresse les deux communautés, mais presque séparément. Epicentre du conflit ethno-religieux, Belfast a assez naturellement inscrit cet apartheid sportif dans son espace. Cependant, le sport est souvent vu comme un moyen de rapprocher les gens de nationalités, de classes et de cultures différentes, et depuis la signature des accords de Belfast, en 1998, les trois fédérations – sports gaéliques, rugby et football – ont pris de nombreuses initiatives visant à réconcilier les communautés rivales. Cependant, le projet de construction d'un stade de niveau mondial capable d'accueillir les trois types de sports a échoué. Cette communication se propose de comprendre cet échec dans le cadre plus large des accords de paix et des initiatives pour le développement et la paix prises par les différentes fédérations sportives.

Les empreintes urbaines des événements sportifs, un outil de lisibilité des politiques publiques

BOURBILLERES, Hugo; EVRARD, Barbara; CHARRIER, Dominique

hugo.bourbilleres@wanadoo.fr

De nombreux géographes se sont penchés de manière concrète sur les territoires des sports (Vigneau, 2008). A cet égard, il semble qu'ils soient autant un outil pour comprendre les territoires (Augustin, 2002), qu'un fait social impacté par des dynamiques spatiales (Bessy, Hilairat, 2002). Son étude devient un prisme d'analyse des usages publics et des nouvelles urbanités qu'il met en jeu. C'est notamment le cas de l'analyse des sportifs auto-organisés (Gasparini, Vieille Marchiset, 2008) qui traduit un renouvellement des perceptions et des utilisations des espaces publics invitant au questionnement autour du sens accordé par les sportifs aux formes urbaines (Escaffre, 2005). Par ailleurs, les événements prenant place sur l'espace public, viennent consacrer la notion de « ville festive » (Marquis, 2013), ou « événementielle » (Chaudoir, 2007) qui tend à dessiner les contours d'un nouvel urbanisme des espaces à forte valeur ajoutée des centralités urbaines (Lefebvre, Roullet, 2013). Ce papier vise, par l'analyse des empreintes urbaines d'événements sportifs parisiens, à identifier la manière dont l'événement se donne à voir dans la ville. Quelles sont les caractéristiques des empreintes urbaines des événements sportifs et qu'indiquent-elles de la stratégie des porteurs de projet ? A cet égard, nous constaterons que le marquage urbain peut être un outil de lisibilité des stratégies d'acteurs et en particulier des politiques publiques.

Le terrain, la ville de Paris, nous permet de profiter d'un effet prestige et de taille générant un éventail très large de situations. On y observe une saturation des équipements sportifs qui s'explique par la densité de population et l'étroitesse du territoire *intramuros*. Pour répondre à cette contraignante réalité, la politique sportive entamée sous les mandatures de Bertrand Delanoë (2001-2014) puis poursuivie par Anne Hidalgo (depuis 2014), vise à faire sortir le sport des gymnases. Par conséquent, le sport devient un outil de légitimation (Gravari-Barbas, Jacquot, 2007) de projets urbains comme le dispositif des Berges de Seine (Bourbillères, Charrier, Evrard, 2015), en vue d'une réappropriation de l'espace public (Andres, 2006).

La contribution s'inscrit dans le cadre d'une thèse visant à éclairer les « dynamiques locales » (Charrier, Jourdan, 2014) autour des événements sportifs. Ce travail comporte 9 études de cas visant à représenter la diversité empiriquement observée des événements sportifs parisiens. Les empreintes urbaines des événements sportifs s'abordent à partir d'une dimension formalisée du territoire basée sur l'emplacement du dispositif. Pour les repérer, nous avons eu recours à l'observation participante qui a donné lieu à des notes d'observation narratives (Smith, Weed, 2007) et à la prise de photographies (Maresca, Meyer, 2004). C'est en utilisant la théorie ancrée (Glaser, Straus, 1967) et en partant d'une description vécue du quotidien (Anadon, Guillemette, 2007) que les dynamiques spatiales sont envisagées. Le choix des événements s'appuie sur la constitution d'un échantillon théorique (Gagnon, 2012) par l'observation des « volontés premières » (Bourbillères, Evrard, Charrier, 2015), c'est-à-dire les raisons, statuées publiquement ou non, qui poussent l'organisateur à mettre en place le projet événementiel.

Dans un premier temps, nous aborderons la manière dont les événements sportifs se donnent à voir dans la ville. Cela nous renseignera sur des formes d'appropriation et d'usage de l'espace public.

Nous verrons que ces différentes empreintes urbaines peuvent être ordonnées au sein d'une typologie (marquage au sol, affiché, logistique, sonore ou olfactif). Cette dernière ambitionne de rendre intelligible la manière dont un événement sportif se démarque parmi l'immensité diluante d'une capitale comme Paris.

Dans un deuxième temps, nous verrons que ces différentes empreintes renvoient à des logiques distinctes, tributaires des objectifs des porteurs de projet et de leurs moyens. La sémiotique, les couleurs, les sons, sont autant d'outils mobilisés par les organisateurs pour faire écho au patrimoine et à l'identité du territoire (Merle, 2004). Elles initient aussi des dynamiques locales (Charrier, Jourdan, 2014) inhérentes à des contextes spécifiques et à cet égard, sont des outils de lecture des politiques publiques. C'est le cas des événements organisés sur les berges de Seine qui renvoient directement à une politique publique de développement de la pratique sportive auto-organisée (Vieille-Marchiset, Gasparini, 2008) et à une nouvelle forme de territorialisation (Adlhuy, 2009).

Dans ce contexte, l'événement peut jouer sa partition de médiateur territorial (Augustin, 2011) en renforçant le dialogue de cohésion sociale, par l'utilisation d'un espace vécu (Di Méo, 2004). Les empreintes urbaines deviennent cet outil par lequel l'événement, ce temps à part dans la société, se matérialise, se formalise sur un lieu (Levy, 1991). En conclusion, nous constaterons qu'à l'issue de ce processus, l'événement sportif peut aussi bien devenir un outil de valorisation de l'espace public, qu'un objet de nuisance pour les riverains ; un levier pour l'attractivité du territoire, qu'une occasion manquée d'y assoir son identité.

Références

- Augustin, J-P., (2002). La diversification territoriale des activités sportives. L'Année sociologique 2002/2 (Vol. 52), Pages : 264. DOI : 10.3917/anso.022.0417.
- Bessy, O., Hilaiet, D. (2002). Les espaces sportifs innovants. Tome 2 : Nouvelles pratiques, nouveaux territoires. PUS (Presses Universitaires du Sport). Pages : 243. ISBN : 978-2914798020
- Bourbillères H., Charrier D., Evrard B. (2015), « Démocratie participative et politique sportive : l'exemple des événements parisiens », *Revue européenne de management du sport*, 45, p. 18-31.
- Charrier, D., Lapeyronie, B. (2014). Les politiques sportives territoriales. Savoirs et Questionnements (Ouvrage collectif sous la direction de). Éditions Kréaten.
- Di Méo G. (2004). « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités. » In: *Annales de Géographie.*, t. 113, n°638-639. pp. 339-362.
- Escaffre, F.(2005). « Les lectures sportives de la ville : formes urbaines et pratiques ludosportives », *Espaces et sociétés* 2005/3 (no 122), p. 137-156. DOI 10.3917/esp.122.0137.
- Gasparini, W., Vieille Marchiset, G. (2008). Le sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques, Presses universitaires de France, coll. « Pratiques physiques et Société », 176 p., EAN : 9782130569718.
- Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago: Transaction Publishers.
- Lefebvre, S., Roullet, R., Augustin, J-P (dir.), (2013). *Les nouvelles territorialités du sport dans la ville*. Québec : Presses de l'Université du Québec (Collection Géographie contemporaine), 236 pages.

Construction métropolitaine, logiques territoriales et question sportive. L'enseignement de Montpellier (1995-2015) ou l'effet « territoire ».

KEERLE, Régis

regis.keerle@univ-rennes2.fr

VIALA, Laurent

lviala@montpellier.archi.fr

Deux champs de recherche font ici l'objet d'un rapprochement volontaire. Le premier est relatif aux politiques sportives « publiques et locales » et leur rôle dans l'affirmation d'un rang métropolitain s'appréciant par les actions qui contribuent au final et avant tout à la fabrication d'une image « sportive métropolitaine ». Le second prend appui sur la trajectoire historique des grandes villes françaises dans l'entreprise « publique locale » de construction métropolitaine portée par les responsables publics locaux et accompagnée, à l'échelle nationale, par une série « d'inspirations » mobilisant des « modes variés » du référentiel. L'enjeu de ce dialogue : apprécier en la qualifiant l'évolution de ces deux processus en jugeant non seulement de la nature et des formes qu'ils ont l'un et l'autre pris dans le temps, mais également du statut de leur relation et de ses fluctuations.

La « question sportive » témoigne du changement observé ces vingt dernières années dans les rapports intimes qui associent, en tension, d'une part, construction idéologique de la métropole et, d'autre part, considération politique du territoire dans ce qu'il a de plus essentiel (biodiversité et identité), changement qui se traduit en partie par une inversion des termes sur la période. Ainsi se présente par la synthèse l'hypothèse étudiée.

La ville de Montpellier et son agglomération sont retenues comme terrain de mise à l'épreuve de cette hypothèse. Le bornage temporel (1995-2015) correspond d'un côté à la fin d'une période ayant incarné l'idéologie métropolitaine à l'œuvre (les années 1980-1990) et au début d'une autre marquant le retour au territoire (2000, loi SRU) sur le mode d'une disjonction. De l'autre, à une période charnière (2015-) qui s'ouvre et qui doit à la fois faire la synthèse des deux périodes précédemment citées et dire le niveau de compatibilité entre la passion métropolitaine « énergivore » et l'appel du territoire, politiquement coûteux.

Comment la « question sportive » a-t-elle évolué sur la période 1995-2015 ? La prise en charge de l'hypothèse et des questions associées transite par trois points d'observations qui traduisent l'investissement de la « question sportive » dans le projet d'affirmation métropolitaine avec en regard, l'enjeu strictement territorial. Ces points se focalisent successivement sur la contribution, à Montpellier et sur la période évoquée, du sport :

- À la fabrication de l'image de la ville,
- À la production de son armature spatiale,
- À la construction de sa localité.

Pour chacun de ces trois points, trois questions se posent :

- Comment l'image, l'armature, la localité contribuent-elles chacune et ensemble à l'expression de l'ordre métropolitain ?
- Dans quelle mesure et sous quelle forme l'image, l'armature, la localité satisfont-elles l'ancrage territorial ?
- Avec quelle intensité l'image, l'armature, la localité nourrissent-elles une perspective conduisant à la « métropole territorialisée » (versus le « territoire métropolisé ») ?

L'appareillage méthodologique repose tout à la fois sur une ressaisie des travaux de recherche doctorale menés à la fin des années 1990, les suites qui leur ont été données, notamment en termes d'observation continue du territoire, l'intégration des recherches dans le champ et enfin les investigations récentes et en cours inhérentes en l'occurrence à la problématique développée.

Au final, cette communication interrogera les contours de ce que l'on appellera ici l'effet « territoire », qui se construit en réaction à ce que l'on aurait pu nommer l'effet « métropole », et qui donc conduit à tester la situation urbaine montpelliéraine au regard de la rencontre (fructueuse, mitigée, sans effet ?) des enjeux métropolitains et de la stricte réalité du territoire : après les excès métropolitains le temps du repli territorial est-il venu ?

Références

- Keerle R. (2002). *Sports et territoires. Contribution à une géographie du pouvoir : une géographie sociale du champ sportif*, Thèse de géographie, Université Paul Valéry, Montpellier III
- Viala L. (2001). *Le géographe et l'espace public urbain : situations, contextes, enjeux dans les aires métropolitaines françaises*, Thèse de géographie, Université Paul Valéry, Montpellier III

La gestion des équipements sportifs dans la gouvernance de la ville : l'exemple de la commune de Quiberon

RechYohann, Sempé Gaëlle, Le Yondre François

yohann.rech@univ-rennes2.fr, gaelle.sempe@univ-rennes2.fr, francois.leyondre@univ-rennes2.fr

Si l'action publique locale s'est profondément renouvelée ces dernières années, c'est notamment sous l'effet de la gouvernance qui implique davantage d'interactions entre acteurs publics et privés (Le Galès, 2010). Les politiques sportives locales n'échappent pas à ce phénomène aussi bien dans leur conception que dans leur mise en œuvre. A partir de l'étude monographique d'une collectivité, l'objectif de cette recherche est de montrer que la gestion des équipements sportifs dans une ville est révélatrice des enjeux et des modes de gouvernance. L'approche théorique mobilisée se situe à la frontière entre la sociologie de l'action organisée et la sociologie de l'action publique (Musselin, 2005), dont les outils conceptuels apparaissent pertinents pour appréhender la gouvernance (Pinson, 2015). Nous nous intéressons d'une part à la décision politique et aux négociations dans la construction des équipements sportifs et d'autre part, à l'analyse des transformations organisationnelles liées à des nouveaux modes de gestion des équipements sportifs. Le matériau empirique de cette étude repose sur 45 entretiens semi-directifs réalisés avec les principaux acteurs impliqués dans la politique sportive (élus, techniciens, présidents d'associations sportives, gestionnaires d'équipements, etc.) ainsi que sur des observations réalisées ponctuellement au cours de l'année 2015 (équipements sportifs, réunions publiques, réunions à la mairie, etc.).

Les principaux résultats mettent en évidence une forme de privatisation informelle des équipements sportifs de la commune qui se manifeste notamment par l'utilisation qui en est faite par les associations sportives, en s'appropriant parfois les espaces ou les équipements publics, et en imposant à la collectivité un mode d'usage (en jouant sur différentes zones d'incertitudes organisationnelles). Ce glissement des équipements sportifs vers une gestion privée est cependant parfois voulu par la collectivité. Les partenariats publics privés se sont en effet développés ces dernières années pour la gestion de certains équipements sportifs (DSP, etc.), ce qui engendre parfois des relations conflictuelles avec les délégataires et transforme les missions de service public liées à gestion de ces équipements sportifs. Enfin, nous tâcherons d'ouvrir la « boîte noire » de l'action publique pour montrer comment les décisions en matière de nouveaux équipements sportifs révèlent des relations de pouvoir entre les acteurs impliqués dans la gouvernance locale du sport.

Références

- Le Galès P. (2010). « Gouvernance », In L. Boussaguet, S. Jacquot, P. Ravinet (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Musselin C. (2005), « Sociologie de l'action organisée et analyse des politiques publiques : deux approches pour un même objet ? », *Revue française de science politique*, 55, p. 51-71.
- Pinson G. (2015), « Gouvernance et sociologie de l'action organisée. Action publique, coordination et théorie de l'État », *L'Année sociologique*, 65, p. 483-516.

Impact différencié de la Politique de la Ville de 1996 à 2015 sur les équipements sportifs communaux

LESSARD, Coralie
coralie.lessard@live.fr

L'objet de cette étude socio-historique¹ porte sur l'impact de la Politique de la Ville de 1996 à 2015 quant à la construction d'équipements sportifs dans les communes inscrivant en leur sein, des Zones Urbaines Sensibles (ZUS). La Politique de la Ville permet aux municipalités d'obtenir des aides financières émanant de l'Etat ; notamment par l'intermédiaire de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et du Plan de Rattrapage des Equipements Sportifs (2011-2015) en Seine-Saint-Denis (93). La borne de temps choisie correspond à l'existence des ZUS créées en 1996 et dont le zonage a été redéfini en 2014 au profit des nouveaux Quartiers Prioritaires (QP) opérationnels au 1er janvier 2015.

La problématique de cette communication est la suivante : les possibilités de cofinancement d'équipements sportifs par la Politique de la Ville induisent-elles uniformément au sein des communes étudiées, des stratégies comparables de développement de leur parc sportif ; et cela, tant du point de vue de la cohérence locale que d'un point de vue quantitatif ?

Des équipements sportifs structurants (gymnases, salles spécialisées, piscines, etc.) ont-ils été favorisés dans ces quartiers cibles de la Politique de la Ville ? Quelle interprétation peut-on faire des logiques de planification des équipements sportifs au regard d'autres déterminants locaux, possibles et concomitants, tels que leur implantation limitrophe aux infrastructures scolaires ou leur développement relatif aux évolutions des contextes sociologiques, démographiques, économiques et politiques ?

Quatre villes (Échirolles, Meaux, Sevran et Rillieux-la-Pape) ont été étudiées à travers un travail de cartographie s'appuyant sur le recensement des équipements sportifs de 2010. Le choix de ces villes s'est appuyé au regard des particularismes et similitudes de ces dernières : trois de ces villes se situent à proximité de grands centres urbains : Échirolles (38) de l'agglomération grenobloise, Rillieux-la-Pape (69) proche de Lyon et Sevran (93) localisée dans la petite couronne Parisienne. Ces villes s'inscrivent dans un tissu urbain dense, mais leurs équipements sont essentiellement liés à un service de proximité et n'abritent pas d'équipement communautaire d'envergure métropolitaine. La dernière ville est Meaux (77) : une commune assez excentrée du centre de la région parisienne, mais pouvant donner un aperçu de la situation des villes situées dans les banlieues éloignées. Le choix s'est justifié par une certaine représentativité de ces villes dont les différentes spécificités peuvent se retrouver dans un grand nombre de villes de taille moyenne qui comprennent alors des ZUS. L'analyse conjugue également, pour les villes de Meaux et de Sevran, les éléments d'un travail doctoral en cours, élaboré à partir d'entretiens semi-directifs (50) menés en 2014 et 2015, auprès d'élus et d'administrateurs publics d'Ile-de-France qui furent interrogés sur l'évolution de leur parc local d'équipements sportifs situé en ZUS.

¹ Cette étude s'inscrit dans une analyse socio-historique plus large ayant, par ailleurs, fait l'objet d'une publication intitulée : Coralie Lessard, Pierre-Olaf Schut. Les politiques publiques d'équipements sportifs vues à travers quatre villes françaises de 1960 à nos jours. *Loisir et Société / Society and Leisure*, Routledge, 2016, 39 (1), pp.61 - 86.

Un jeu des rois qui se fait sport des rues

LESAGE, Thierry et BORDES, Pascal

t.lesage@hotmail.fr ; pabordes@wanadoo.fr

Associer « jeu de paume » et « sports de rue » ne manquera peut-être pas de surprendre, tant les représentations liées à la paume renvoient aux salles closes spécialement conçues en vue de la pratique. Pourtant, on sait que le territoire urbain génère des parties auto-organisées de tennis ou de balle au mur, qui fleurissent ponctuellement à l'instar de ce que l'observateur rencontre pour le football ou le basketball. Mais, les activités que nous analysons ici se singularisent sur deux points. Ce ne sont pas des sous-produits de pratiques légitimes dont elles s'inspireraient. Elles appartiennent, en effet, à une lignée remontant à la fin du Moyen Âge et sont pratiquées quasiment à l'identique depuis des décennies. Plus singulier peut-être, elles donnent lieu à des parties organisées dans le cadre de compétitions régies par des instances fédérales officielles, bien que leur lieu habituel d'exercice se niche au cœur même de l'espace citadin. Dans un premier temps nous brosserons un rapide panorama diachronique des ces pratiques dont la popularité est ciblée à l'échelle d'une région qui sont à l'honneur sur les places et dans les rues de villes et villages d'Europe (France, Belgique, Pays-Bas, Espagne et Italie).

Dans un second temps notre analyse portera sur leurs modes de fonctionnement du point de vue synchronique sous l'angle de leurs logiques internes. Seront ainsi distinguées les jeux sur les places urbaines à espaces d'affrontement asymétriques, de forme trapézoïdale : les jeux de « balle pelote » essentiellement pratiqués au nord de l'Europe (Nord-Pas-de-Calais ; Hainaut, en Belgique, ou Frise aux Pays Bas). Notre analyse abordera aussi le cas, plus singulier, de pratiques qui se jouent dans les espaces beaucoup plus restreints des rues ou ruelles. Ici, balcons, fenêtres, toitures, escaliers, sont autant d'obstacles dont se nourrit le jeu dit à *bricole*, fait de rebonds et de déviations. Les villes ou villages à réseau viaire concentré, comme en Espagne (Catalogne et communauté Valencienne) et en Italie (Ligurie, Piémont et Val d'Aoste) sont les terres d'élection de ces pratiques.

Enfin, dans un dernier temps, nous avancerons une hypothèse quant à l'origine de la présence d'un système original de gagne-terrain dit *de chasses*, rarement documenté et qui, dans ces pratiques, oblige les équipes à permuter leurs camps en fonction des marques obtenues.

Références

- Garden, M. (2006). « Histoire de la rue », *Revue Pouvoirs*, n° spécial « La rue », 2006/1, n°116, p.5-17.

- Lesage, Th. (2012). « Les filiations des jeux de paume et de raquette au prisme de la praxéologie motrice », In H. Joncheray et Mickaël Vigne (dir.), *Jeux et sports ; la mise en action du corps. L'approche praxéologique*. Paris : L'Harmattan, p. 101-122.

- Bordes, P., Lesage, Th. Level, M. (2013). « Les jeux collectifs de rue : résurgences ou re-création ? », *Staps*, n°101, été, p. 33-46.

Lévi-Strauss, Cl. (1962). *La pensée sauvage*. Paris : Plon.

Les habitants et le sport

Le centre nautique municipal de Brest en tant que produit d'une arène inter-organisationnelle.

LAFABREGUE Claude, claudelafabregue@unicaen.fr

Soutenir la vitalité des sports nautiques est un moyen d'affirmer le caractère maritime d'une ville. A Brest, des fêtes maritimes sont organisées, quelques jours l'été, dès 1847 par la Société des Régates de Brest avec le concours de la municipalité. Toutefois, tout au long du 19^e siècle et jusqu'à la fin des années 1930 les animations nautiques restent très ponctuelles.

Après la seconde guerre mondiale, la durée des activités s'est étendue et le nombre de clubs de voile s'est accru. Ainsi, en 1958, la ville de Brest en héberge trois: le club nautique de la Marine, la Société des Régates de Brest (SRB) et le Yacht-club de la Rade de Brest, créé par d'anciens membres de la SRB récemment mis en minorité lors de l'élection de son comité directeur. De leur côté, les équipes qui se succèdent à la tête de la municipalité jusqu'à la fin des années 1970 se montrent toujours attentives à l'animation que produisent les activités nautiques organisées depuis leur territoire. Surtout, elles sont de plus en plus convaincues qu'une politique visant à dynamiser la pratique de la voile à Brest passe par une coopération durable entre les différents acteurs locaux. Or, jusqu'en 1975 la concrétisation du projet que portent les différentes municipalités ne peut être imaginée sans tenir compte de l'action menée par une poignée influente de dirigeants gravitant autour de la SRB et des associations qui lui sont liées.

L'objet de cette communication sera de montrer combien la place occupée par cette coalition dans l'arène inter-organisationnelle (Cefaï, 2007) que contribuent à produire ensemble les pouvoirs publics locaux et les clubs de voile brestois, a pu, selon les moments, freiner ou bien faciliter le projet de la municipalité. On postulera que cette arène débouche sur un ordre négocié (Strauss, 1992), révisable selon les changements affectant les rapports de pouvoir et d'intérêt qui s'établissent entre les protagonistes. En fait, ce petit groupe de dirigeants et la municipalité sont tenus, bon gré mal gré, de maintenir entre eux un minimum de coopération en raison de leur interdépendance. D'un côté, la coalition SRB ne peut renoncer aux ressources économiques, à la reconnaissance sociale et au prestige qu'est susceptible de lui procurer l'aide de la municipalité si elle souhaite conserver aux associations qu'elle contrôle leur rang dans l'espace local. De l'autre, les édiles locaux ne peuvent pas se couper de ce groupe tant qu'ils ont le projet de faire advenir une organisation commune entre les clubs de voile brestois.

Deux sources principales ont été mobilisées pour réaliser cette étude : les archives municipales et communautaires de Brest (délibérations municipales, revues de presse, dossiers sur les clubs de voile, le port de plaisance, le centre nautique...), et les témoignages d'acteurs de l'époque (deux anciens présidents de la SRB, un ancien élève de l'école de voile de la SRB, un ancien responsable du centre nautique municipal, deux anciens maîtres d'EPS du service jeunesse et sport, un ancien président d'un club rival, un ancien responsable du centre nautique scolaire).

L'étude des sources fait apparaître trois périodes. Entre 1957 et 1964, la coalition SRB occupe une position centrale dans cette arène inter-organisationnelle. Elle est à l'initiative ou est partie prenante de la création de plusieurs écoles de voile entre 1957 et 1963, incluant le Centre de Formation Nautique Brestois, en coopération avec la municipalité et la direction départementale de la jeunesse et des sports (DDJS). Sa position est si avantageuse qu'en 1961 le maire de Brest approuve les déclarations de son président, qui vient de céder les rênes de la SRB, lorsque celui-ci appelle les autres sociétés nautiques de la ville à fusionner leur école de voile au sein du CFNB. Toutefois, cette invitation reste sans effet. Cette situation se prolonge quelque peu quand ce même dirigeant, placé à la tête d'un regroupement de clubs nord-finistériens, obtient de la fédération nationale de voile l'implantation en 1967 d'un centre fédéral de perfectionnement à la régata dans la ligue dont il est le nouveau président. Son installation à Brest dans les bâtiments du CFNB se réalise avec l'aide matérielle de la DDJS et de la municipalité.

Néanmoins, la position de cette coalition a déjà commencé à s'affaiblir et elle continue de se dégrader ensuite. Cela tient, d'une part, aux difficultés économiques que rencontre le CFNB dès 1964. Elles conduisent la municipalité à racheter ses locaux sur le môle du Moulin-Blanc et à confier le contrôle de leur utilisation à un nouveau conseil d'administration composé pour moitié d'élus municipaux. Cela tient, d'autre part, à la faible attractivité du CFNB qui ne parvient guère à toucher les écoles de la ville et, en plus, échoue à tisser des relations de coopération avec d'autres acteurs locaux, qu'il s'agisse de la DDJS, des clubs corporatifs de la ville ou du club nautique d'une commune voisine. Ce sont autant de points faibles que ne manque pas de relever la municipalité lors d'une réunion publique au début des années 1970.

En définitive, la réalisation de ce projet sous la forme d'un centre nautique municipal va être facilitée par l'effondrement de la coalition SRB. Ce dernier est lié, d'une part, aux pertes financières que la SRB enregistre à la suite de l'organisation d'un championnat du monde en 1973 et de la gestion du bar-restaurant qu'elle a acquis en 1971, et, d'autre part, à la volonté de la municipalité de ne pas supporter l'ensemble des déficits. La SRB ayant été contrainte de déposer son bilan, l'équipe municipale reprend une partie de la dette du club et procède à une municipalisation de ses bâtiments sur le port de plaisance. Etonnamment, la solution opérationnelle au problème pratique que rencontre la municipalité pour concrétiser ce projet va venir de la SRB : son ancien chef de base s'allie au directeur du Suaps de l'Université pour proposer aux élus de s'occuper de la mise en place d'un pré-centre nautique qui débouche, en 1980, sur l'inauguration du centre nautique municipal dont il devient le premier directeur.

Bibliographie :

- Céfaï D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ?* Paris : La Découverte.
Strauss A. (1992). *La trame de la négociation*. Paris : L'Harmattan.

**Title: Running together to discover the city
 How foreigners discover the city through experiences of a sports group**

Authors. Volha Vysotskaya (volha.vysotskaya@uni.lu) and Aude Kerivel
 (aude.kerivel@jeunesse-sports.gouv.fr)

Sociologists of sports at work often focus on the integration of employees at organisations. Our research proposes to explore an informal group at work, which unites several dozen of participants who work for two research organisations (one university and one research institute) and meet to do sports together on a daily basis. These organisations have one particularity: the majority of employees are foreigners. Workout participants have various nationalities from European countries, and beyond, they are of Luxembourgish, Finnish, German, Lithuanian, Dutch, Belgian, Croatian, Russian, Belarusian, French origin. Despite this cultural difference, the common point of these people is the interest to do sports together, and to discover the city during their joint workout sessions or participation in sports events.

This group is an illustration of the cultural composition in Luxembourg: 46% residents living in Luxembourg are foreigners and by 2020 the majority of the citizens living in the country will be non nationals, for what the country has already been preparing for some time. In that way, Belval area of Esch-sur-Alzette city in the south of the country is an interesting example of such a change. Within three centuries, the space was transformed from a famous forest into a steel and iron production area, and then replaced by the city of science, research and innovation, international bank buildings, commercial centres and modern housing.

This presentation is based on research that has included various methods: participant observation (200h), document analysis and semi-structured interviews (15). In this presentation we particularly wish to focus on outdoors sports activities and running within the proximities of their workplace. Members of the sports group have a similar portrait regarding the country where they currently work:

- a lot of the people, who are in the group, are new to the country, do not know anyone in the new country, they arrive at the district of the city where they work which is still under construction;
- even to the persons who have been living in the country for some time, the spaces of interaction in/with the country are limited to interaction within a professional sphere.

The data analysis illustrates how through group's sporting activity during their working day participants gradually discover a new area of the country. We furthermore discuss that for persons in the group, this space is not only the place of their working building, but also a country. To illustrate this, we present several examples: first, the evolution of place and time of sports practice, moving of the place and time of work, but always with members of sports group. Second, we discuss how the group starts running outside the organisations, in the park (infrastructure provided by municipality); how then the group runs around the district around the village (border with France, fields, residential houses that were constructed for people working in the iron and steel plants, that are different from today's living spaces); and finally, how members of group take a car to go to the forest which is at a distance from their work.

The discussions of the two examples from the analysis allow us to drawing the following conclusions. While the rule that workout always happens during lunch time during working day is the basis of the group stability and regularity, gradually the group expands and moves its activities beyond the working space and organises the events, such as, for instance, trekking after working hours in other parts of the country. In that way, through the sports group at work, foreigners, who work in the country, discover place that is otherwise limited to their working space. In this way, running in/with the group is a media to interact with the city and its history.

References

- Bairner Alan, Back to Basics (2007) Class, Social Theory and Sport, *Sociology of Sport Journal*, 2007, 24, Human Kinetics, 20-36.
- Norbert, N. and Dunning, E. (1986). *Quest for excitement: Sport and leisure in the civilizing process* (Vol. 288). Oxford: Blackwell.
- Pierre J., Pichot L. and Burlot F. (2010). Le sport en entreprise au service des pratiques managériales, *Communication*, 28(1), 133-160.
- Raibaud Y. (2015). *La Ville faite par et pour les Hommes*, Paris, Broché.
- Smith K., Litchfield C. and Osborne J. (2016), Re-Imagining Definitions of “Communities” in Sport through Online Spaces *Journal of Sporting Cultures and Identities*, 7(2), 27-41.

Enquêter sur le sport et la ville : diagnostic territorial approfondi et politique municipale

Antoine MARSAC
Université de Bourgogne, SPMS, Dijon
antoine.marsac@u-bourgogne.fr

Jean-Luc LHERAUD
Université de Bourgogne, SPMS, Dijon
jean-luc.lheraud@u-bourgogne.fr

Brigitte MINONDO-KAGHAD
Université de Bourgogne, SPMS, Dijon
brigitte.minondo@u-bourgogne.fr

En 2013, la Mairie de Dijon a fait du sport une priorité de sa politique comme en témoigne la visite médiatisée du Président de la République François Hollande dans les quartiers de la ville. Dans le cadre d'une étude commandée au Laboratoire Socio-Psychologie et Management du Sport de l'Université de Bourgogne et portant sur le diagnostic territorial approfondi de la politique sportive dijonnaise, une enquête qualitative a été menée pendant un an auprès d'*éducateurs sportifs* chargés d'organiser des animations dans les quartiers. A l'issue de l'analyse de 18 entretiens semi-directifs, une restitution a été effectuée auprès d'élus et de professionnels. Elle a permis de comprendre comment les *éducateurs sportifs* recrutés par la Municipalité de Dijon organisent les activités dans les temps péri- et extra-scolaires. L'étude a montré une forte implication de ces derniers dans *l'amélioration des* dispositifs destinés à encadrer les jeunes au sein des équipements sportifs. En se concentrant sur les effets produits par l'enquête, cette communication reviendra sur les liens entre sport et ville (Hascar-Noé, 1999). Il s'agira de questionner les marqueurs langagiers utilisés par les acteurs pour justifier leur posture. La relation commanditée s'apparente ici à une démarche qui s'écarte de la méthode d'enquête classique basée sur l'interaction prolongée avec des informateurs. Elle implique une autre forme d'actions collectives. Dans le contexte de la modernisation du service public, il s'agit de montrer en quoi, dans une situation en apparence ordinaire comme une étude sur le sport et la ville, la « parole » des chercheurs peut être interprétée. Les catégories employées lors de l'étude sont récupérées pour l'application de la politique sportive. En effet, lorsque les acteurs utilisent une sémantique particulière, ils s'exposent à la restitution de leur expérience en lien avec les dispositifs (Donzelot, 2004). En refusant l'appellation « *animateurs* » et en lui préférant celle d'« *éducateur* », ces derniers réaffirment auprès des enquêteurs (et des élus) l'inscription de leur démarche dans la politique municipale, se voulant ici « *exemplaire* » en matière d'éducation des futurs citoyens dijonnais.

Les apports de la sociologie de la transaction sociale à l'étude du sport dans les villes nouvelles : le cas de Cergy-Pontoise

Antoine MARSAC, SPMS Dijon

Antoine.marsac@u-bourgogne.fr

Cette communication traite de la sociologie du sport au sein des villes nouvelles à travers l'exemple des bases de loisirs implantées en marges des quartiers récemment édifiés. Pour répondre à la problématique de l'implantation de ces équipements ludosportifs, il convient ici de recourir à une approche processuelle pour comprendre comment des liens se sont établis entre le sport et les espaces urbains nouvellement créés. Si des travaux consacrés à ce thème s'appuient notamment sur les apports de la sociologie formelle (Simmel, 1999), je propose ici de discuter des apports de l'œuvre du sociologue belge Jean Remy, représentant le courant de la transaction sociale. Son approche permet, à partir de méthodologies qualitatives, d'articuler les dimensions sociologiques et géographiques du fait urbain. Il s'agit ici d'analyser les logiques d'aménagements en questionnant les formes d'appropriations de l'espace par les citoyens à travers le cas de Cergy-Pontoise, terrain sur lequel j'ai effectué ma recherche doctorale consacrée à une ethnographie des kayakistes au sein du stade d'eau vive.

En France, à la fin des années 60, comme d'autres villes nouvelles en friche, Cergy-Pontoise reste dépourvue d'espaces de loisirs comme le montre les chercheurs sur la ville (Chombard de Lauwe, 1981). De nombreux sites font encore défaut comme les stades ou les espaces récréatifs, les équipements socio-culturels car ses habitants utilisent prioritairement les équipements de la ville centre (Paris). Ainsi Cergy-Pontoise, ville nouvelle d'Ile de France, a été bâtie à partir de 1965 pour limiter la croissance urbaine de l'ouest parisien (Hirsch, 1974 ; Touraine, et Al., 1968). Aujourd'hui, il s'agit d'une agglomération de 200 000 habitants composée de zones d'habitat collectif et de résidences. Les populations appartenant aux catégories socio-professionnelles dites « moyennes » ou supérieures (cadres, ingénieurs...) résident et travaillent en majorité hors de Paris. En dépit d'un lancement urbanistique rapide, le marquage territorial de la ville nouvelle associée à une « *cité-dortoir* » est souligné par les urbanistes dès les premières années de son aménagement. Ses habitants reprochent aussi à la politique du territoire le « manque d'unité » (Saint-Pierre, 2002). En 1964, l'Etat dote les villes nouvelles de statuts spécifiques leur permettant d'implanter des bases de loisirs sur leur territoire. En matière d'urbanisme, il s'agit d'un marquage territorial dans ces agglomérations, à l'interface des aspects synchroniques et diachroniques. Ces situations provoquent rapidement des mutations dans les conditions de vie autour d'un développement simultané des fonctions économiques et résidentielles. Aussi, nous développerons le cas de la Base de loisirs de Cergy-Pontoise, qui se déploie autour d'Etangs située au centre de la Boucle de l'Oise. Cet espace d'accès libre pour les citoyens reste structuré par un dispositif urbain instituant un règlement intérieur. Cette expression « dispositif » désigne ici l'ensemble des procédés mis en place pour aménager et réguler les sites sportifs. Un retour socio-historique s'impose pour comprendre comment les loisirs de proximité ont été aménagés à Cergy, à la faveur des politiques interventionnistes de l'Etat.

Mot-clés : sociologie formelle, villes nouvelles, ethnographie, appropriations, aménagements.

PROPOSITION DE COMMUNICATION

L'impact social de l'Euro 2016 : la puissance explicative des dynamiques locales.

**Dominique CHARRIER, Jean JOURDAN, Mathieu DJABALLAH, Hugo
BOURBILLERES¹, Charlotte PARMANTIER²**

¹Laboratoire Complexité, Innovation et Activités Motrices et Sportives (CIAMS), équipe « Sports, Politique et Transformations Sociales » (SPOTS, EA 4532), Université Paris-Sud.

²Laboratoire d'études et de recherche en sociologie (LABERS. EA 3149), Université de Bretagne Occidentale.

Introduction, contexte et cadre conceptuel

La communication proposée, qui pourrait prendre la forme d'un symposium, s'inscrit dans le cadre d'une étude relative à l'impact social de l'Euro 2016 en Ile-de-France, coordonnée par Dominique Charrier et Jean Jourdan et associant Hugo Bourbillères, Charlotte Parmantier et Mathieu Djaballah en partenariat avec l'ANDIISS Ile-de-France.

Les événements sportifs internationaux nécessitent de construire des infrastructures de transport, d'hébergement, de communication et des équipements sportifs spécialisés à même d'accueillir, dans des conditions optimales, un nombre élevé de compétiteurs, de spectateurs et de journalistes (Charrier & Jourdan, 2014 ; Preuss & Solberg, 2006). Ils mobilisent des financements (notamment publics) considérables tant en termes d'investissement que de fonctionnement. À cet égard, la question de la rentabilité économique et sociale et celle de l'acceptabilité par les habitants-électeurs-contribuables sont devenues centrales et conditionnent la décision politique (Charrier, 2012 ; Gouguet, & Brocard, 2014). Pour y répondre, les études réalisées en amont et/ou en aval de l'événement ont essentiellement privilégié les calculs d'impact économique et d'utilité sociale (Barget & Gouguet, 2010 ; Taks, Kesenne, Chalip, Green, & Martyn, 2011). Un problème récurrent de ces méthodes est qu'elles se concentrent davantage sur la mesure que sur l'analyse et peinent notamment à appréhender la manière dont les impacts sociaux, divers, diffus et non directement mesurables, peuvent être produits (Charrier & Jourdan, 2009 ; Djaballah, Hautbois, & Desbordes, 2015). A partir de ce constat, la recherche prend appui sur le cadre théorique des « dynamiques sportives locales » induites par un événement sportif (Charrier, Hautbois, & Jourdan, 2008 ; Charrier & Jourdan, 2014). Définies comme une « alchimie singulière articulant les spécificités des activités physiques sportives et artistiques (techniques, sociales et culturelles) aux contextes locaux (population, histoire sportive, culture spécifique, etc.), aux configurations d'acteurs publics et associatifs (et relevant de secteurs différents) et aux volontés politiques déployées sur les territoires », elles invitent à travailler *ex ante* et *ex post* et à construire une stratégie de recherche adaptée aux spécificités des contextes locaux et de l'activité sportive support de l'événement.

En conséquence, l'objectif est d'analyser, à différentes échelles territoriales (département de la Seine-Saint-Denis, villes-hôtes franciliennes – Paris et Saint-Denis – et communauté d'agglomération de Plaine-Commune) les impacts sociaux avant, pendant et après l'Euro 2016. Cette démarche a été engagée à l'automne 2015 et s'achèvera en Juin 2017.

Méthodologie(s) et résultats

L'objet de cette communication est de présenter et d'illustrer, par un ensemble de résultats, le dispositif méthodologique mis en œuvre, qui présente une double originalité :

- La première tient dans la pluralité des impacts sociaux pris en compte et dans l'ajustement des angles d'analyse aux problématiques propres à chaque territoire. L'étude se scinde ainsi en différentes thématiques : implication des habitants et démocratie participative ; jeux des acteurs et partenariats ; perceptions, usages et sociabilités des fan zones ; prise en compte des publics féminins ; lieux de convivialité ; empreintes et mobilités urbaines ; liens avec l'art et la culture.
- La seconde tient dans le déploiement d'un large éventail de techniques de collectes et de traitement des données : analyses documentaires, entretiens semi-directifs, ateliers, observation sous diverses formes (statiques, mobiles, en dehors ou à l'intérieur de groupes), questionnaires, analyse de réseaux, participation à des débats. Leur combinaison permet de produire une variété de matériaux adaptés aux impacts analysés (comptes rendus, descriptions, verbatim, tests statistiques, photos, cartes, sociogrammes...).

Ainsi, alors que les études traditionnelles tendent à agréger des impacts différents en une seule mesure – à l'instar du calcul d'utilité sociale qui traduit les valeurs d'usage et de non-usage de l'événement en « consentement à payer » – ce travail construira une vision plurielle et contextualisée des impacts sociaux, dans un contexte où la France se prépare à accueillir plusieurs grands événements sportifs (Championnat du monde masculin de handball en 2017 ; Euro féminin de handball, Gay Games et Ryder Cup en 2018, Coupe du monde féminine de football en 2019, etc.) et où Paris est candidate pour accueillir le plus prestigieux d'entre eux, les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024. Il s'agira de croiser les objectifs poursuivis par les acteurs publics, associatifs voire privés avec les effets observés sur les habitants, les organisations, les pratiques et sur les territoires, notamment en termes d'implication et de capacitation des habitants, d'animation festive de l'espace urbain, de développement des pratiques sociales et de densification des réseaux de partenaires.

Références

- Barget, E., & Gouguet, J.J. (2010). *Événements sportifs - Impacts économique et social*. Bruxelles : de boeck.
- Charrier, D., Hautbois, C., & Jourdan, J. (2008). *Coupe du monde de rugby 2007 : retombées économiques, rentabilité sociale et dynamiques locales*. Rapport remis par le laboratoire SPOTS (JE 2496) à la direction régionale de la jeunesse et des sports et à la direction régionale du tourisme. 139 p.
- Charrier, D., & Jourdan, J. (2009). *L'impact touristique local des grands événements sportifs :*

une approche qualitative de la coupe du monde de rugby en Ile-de-France. *Téoros*, N°28-2.

- Charrier, D. (2012). Grands événements sportifs et politiques publiques : incohérence ou complémentarité. *Diriger le sport. Perspectives sur la gouvernance du sport du XXe siècle à nos jours*. Coordonné par M. Attali. Editions du CNRS.
- Charrier, D., & Jourdan, J. (2014). L'appropriation locale des grands événements sportifs : l'exemple de la coupe du monde de rugby à Saint-Denis. In « *L'innovation dans l'événementiel sportif : de l'attractivité touristique au développement territorial* », Ouvrage collectif sous la direction d'O. Bessy. Presses Universitaires du Sport.
- Djaballah, M., Hautbois, C., & Desbordes, M. (2015). Non-mega sporting events' social impacts: a sensemaking approach of local governments' perceptions and strategies. *European Sport Management Quarterly*, 15(1), 48-76.
- Gouguet, J. J., & Brocard, J. F. (2014). Major sporting events: the need for a reassessment. *Futuribles*, (401), 5-19.
- Preuss, H., & Solberg, H.A. (2006). Attracting major sporting events: the role of local residents. *European Sport Management Quarterly*, 6(4), 391-411.
- Taks, M., Kesenne, S., Chalip, L., Green, B. C., & Martyn, S. (2011). Economic impact analysis versus cost benefit analysis: The case of a medium-sized sport event. *International Journal of Sport Finance*, 6(3), 187.

Hors thématique

Les usages récréatifs de la ville maritime : Du droit à la ville au droit à la mer

GIBOUT, Christophe, VERSCHAVE, Guy & HELLEQUIN, Anne-Peggy

Christophe.Gibout@univ-littoral.fr, guy.verschave@univ-littoral.fr, anne.peggy.hellequin@univ-littoral.fr

Partant du cas de Dunkerque, cette communication se propose de questionner les usages récréatifs de la ville maritime et leur rôle dans la construction d'une identité urbaine maritime où la mer serait une aménité distinctive et revendiquée par les populations locales.

La ville de Dunkerque par sa position géographique et son histoire entretient un rapport complexe avec la mer. De la Cité du corsaire Jean Bart à la ville des pêcheurs d'Islande d'antan, de la ville industrialo-portuaire à celle des longues plages blondes qui s'étirent jusqu'à la frontière belge, du premier port vraquier de France au traditionnel départ annuel du Tour de France à la Voile, de l'invention du long-côte à la présence d'un port de plaisance accolé au centre-ville, l'identité maritime de Dunkerque n'est plus à démontrer. C'est l'angle récréatif qui est ici abordé en ce qu'il autorise à mettre en relief un foisonnement de pratiques sportives qui fonde une spécificité locale enquêtée par des chercheurs de l'Université du Littoral – Côte d'Opale et du laboratoire TVES (EA 4477) depuis de nombreuses années (i.e. Bétourné *et al*, 2012 ; Rufin-Soler & Audouit, 2015) au moyen de méthodes qualitatives (entretiens, observations, etc.) et quantitatives (questionnaires).

Le littoral dunkerquois, par son alternance – au long d'une bande restreinte - de lieux urbanisés et d'espaces naturels, de zones dunaires et de fonds variés, autorise des pratiques multiples, allant du ludique au compétitif, de l'institutionnel fédéral à l'informel ou au « *sauvage* » (Mauny & Gibout, 2008), de la pratique dans des espaces dédiés à des formes d'aventures urbano-littorales similaires à l'urbex (Lebreton, 2015). Derrière cette abondance, il nous semble que ce qui est suggéré réside dans la revendication d'un Droit à la Mer (Hellequin & Gibout, 2012), déclinaison maritime d'un Droit à la Ville (Lefebvre, 1968) qui réside dans la capacité (Sen, 1985) des résidents de l'agglomération à se saisir pratiquement de leur environnement maritime pour le décliner en opportunité qualitative pour leur ville présente et à venir. C'est cette confrontation d'un matériau empirique abondant récolté depuis une dizaine d'années par les chercheurs du laboratoire avec les (re)lectures du paradigme d'Henri Lefebvre que nous proposerons au long de cette présentation.

Références

- Bétourné N., Gibout C., Herbert V. & Valcke S. (2012). *Les ports de la côte d'opale : regards de plaisanciers étrangers et comparaisons avec des ports du nord-ouest européen*, Rapport pour le Syndicat Mixte de la Côte d'Opale et la Région Nord-Pas de Calais, 92 p.
- Hellequin A.-P. & Gibout C. (2012). « A « *Right to the Sea* » as part of the « *Right to the City* » in port cities : swimming and boating in post-industrial landscapes », Communication au Congrès annuel de l'Association of American Geographers, New-York, février 2012.
- Lebreton, F. (2015) « L'urbex, une dissidence récréative en « nature » urbaine », *Nature et Récréation*, 2, p.
- Lefebvre, H. [1968] 1972. *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris : Anthropos.
- Mauny C. & Gibout C. (2008), « Le football "sauvage" : d'une autre pratique à une pratique autrement... », *Science & Motricité*, 63 (2008-1), p. 53-61.
- Rufin-Soler C. & Audouit, C. (2015), « *Connaissance, potentialités et valorisation des dunes de Flandre : vers une démarche Opération Grand Site* », Communication au Colloque « Le littoral : enjeu global, action locale », Association de Géographes Français, Université Lille 1, Laboratoire TVES, septembre 2015.
- Sen A., 1985, *Commodities and Capabilities*, Oxford, Elsevier Science Publishers.

Être adjoint-e chargé des sports

Apports croisés d'études quantitatives et qualitatives

KOEBEL Michel

mkoebel@unistra.fr

Lorsque l'on étudie un fait social, il est toujours conseillé, sur le plan méthodologique, de varier les méthodes : du quantitatif et du qualitatif, de l'observation participante et de l'étude de documents, en présupposant que la variété permettra une meilleure conquête du fait social.

La présente communication propose d'approfondir cette question à travers l'étude des exécutifs locaux des villes françaises, et plus particulièrement de la place des adjoint-e-s chargé-e-s des sports dans ces exécutifs, à travers la confrontation entre une étude quantitative ayant porté sur un échantillon aléatoire de 321 villes de plus de 10 000 habitants et deux études monographiques qualitatives (l'une sur les politiques sportives de trois villes moyennes françaises ; l'autre sur un dispositif de démocratie participative dans le sport qui a fait l'objet d'une thèse que j'ai co-encadrée). Dans l'un et les autres cas, les analyses produites restent en quelque sorte sur leur faim en concluant par la nécessité de réaliser des analyses complémentaires, qualitatives pour la première, quantitative pour la seconde.

Quelles sont les conditions nécessaires pour pouvoir « faire le pas » de cette complémentarité ? Au-delà de simples constats de prudence dans la généralisation des résultats ou leur application à chaque cas particulier sans précautions, comment peut-on réellement les croiser de manière productive ?

Les principaux résultats de cette étude en cours concernent le fait que les méthodes utilisées ne peuvent être détachées de l'approche théorique de l'objet, et qu'elles ont même des effets sur la manière dont le chercheur peut rendre compte de ses résultats :

- une immersion dans un terrain d'étude (pour peu qu'elle dure assez longtemps, ce qui est en principe attendu dans le cas d'une immersion) peut avoir des effets comparables à une appartenance préalable au milieu étudié : le chercheur a tendance à avoir une approche « compréhensive » du milieu étudié, au risque de perturber une vision objective de la situation ; en cela, une approche quantitative, statistique, peut avoir un effet heuristique en provoquant des ruptures épistémologiques permettant de contredire non pas forcément des connaissances antérieures, mais des connaissances du « sens commun » s'élaborant par imprégnation progressive au contact de la réalité étudiée ; ce qui aurait pu paraître comme une situation originale, spécifique, produite par un enchaînement de causes, explicables sociologiquement, peut alors apparaître comme récurrent, du fait de contingences structurelles et non situationnelles ;

- l'approche statistique d'un fait social, même si elle permet effectivement une mise à distance des acteurs par leur anonymisation derrière des chiffres, reste limitée par sa « moyennisation » des faits (puisqu'elle agrège, dans les mêmes « cases », des situations très variables et parfois non comparables) ; l'exemple le plus emblématique de ce travers est celui du rang moyen de l'adjoint-e chargés des sports dans les exécutifs, puisqu'il est situé dans une position moyenne, mais avec un écart-type beaucoup plus important que les autres adjoint-e-s : il est tantôt le 1^{er} adjoint, tantôt le dernier, et seule une étude de cas par les trajectoires (notamment politiques) peut permettre de comprendre en même temps la diversité des situations rencontrées et les logiques structurelles qui sont à leur fondement.

Des exemples concrets liés aux trois enquêtes réalisées seront présentés pour montrer en même temps les limites de chacune des approches, mais également les nouvelles perspectives et les stimulations qu'elles peuvent induire ou provoquer dans le domaine étudié.

Références

- Bourdieu P., Chamboredon J.-C., Passeron J.-C. (1983), *Le métier de sociologue. Préalables épistémologiques*, Paris, Mouton (4^e éd.).
- Koebel M. (2013). « La territorialisation des politiques sportives dans les villes moyennes : une comparaison franco-allemande », *Revue juridique et économique du sport (Jurisport)*, 136, p. 42-45.
- Morales V. (2013). *Le sport en débat : démocratie participative et politique sportive municipale. L'exemple des États Généraux du sport de Strasbourg*, thèse de doctorat en sciences sociales du sport, Université de Strasbourg.
- Koebel M. (2016). « Le profil social et politique des adjoint-e-s aux sports des villes françaises », *Sciences sociales et sport*, 9, p. 153-184.

***Identités et valeurs fédérales : quels impacts sur les pratiques, les pratiquants et les organisations ?
Le cas des liens et influences entre 4 comités départementaux et régionaux, leurs clubs et les
collectivités locales auxquels ils sont rattachés.***

CONRAUD Guillaume, PARMENTIER Charlotte, CHARRIER Dominique

(guillaume.conraud@fsgt.org)

Avec 165 000 clubs sportifs¹ le sport fédéré a une place particulière, en France. On peut donc se questionner sur l'influence qu'ont les fédérations sur ces structures associatives qui rassemblent 15,9 millions de licences² et qui nourrissent des liens privilégiés avec les collectivités locales. En effet, les fédérations, notamment au travers du rôle éducatif et sociabilisant (Callède, 1987) qui leur est attribué, de leur maillage territorial (Michon et Terret, 2004), de leur rôle dans l'institutionnalisation des pratiques et dans l'organisation des événements, sont des acteurs majeurs du système sportif. De plus, si les fédérations agréées ont comme mission commune, fixée par le code du sport, « l'organisation de la pratique d'une ou de plusieurs disciplines sportives », elles se distinguent par la diversité de leurs positionnements politiques (Ramanantsoa et Thierry-Basle, 1989), de leurs histoires (DeFrance 1998, Terret 2011) et de leurs développements (Fauche, Callède, Gay-Lescot, Laplagne, 2000). Cette accumulation de patrimoine durant près de 150 ans d'histoire, pousse les fédérations à interroger leurs différences (Borrel, 1999) et leurs apports au mouvement sportif pour fixer des stratégies politiques en accord avec leurs valeurs (Mintzberg, 1998). Cette question de valeurs et d'identité est d'autant plus présente dans un contexte marqué par la concurrence entre les fédérations, par le développement de politiques publiques volontaristes dans le secteur sportif (Charrier, 2002, 2014), ou encore par la diversification et la croissance des demandes sportives.

Nous étudions ces questions dans le cadre d'une thèse réalisée en CIFRE, au sein de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT). Cette fédération sportive omnisport et engagée se réclame d'activités physiques, sportives et artistiques (APSA) organisées et pratiquées de manières « différentes ». Ainsi, ce poste d'observation particulier motive la mise en place d'une étude comparative, par effet miroir, avec :

- d'autres fédérations affinitaires, comme l'Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique (UFOLEP) et la Fédération Sportive et Culturelle Française (FSCF) qui semblent proches du point de vue des objectifs mais dont la FSGT se sent éloignée,
- et des fédérations délégataires comme la Fédération Française de Football (FFF) et la Fédération Française de Montage Escalade (FFME) puisque le football et l'escalade sont, pour la FSGT, des pratiques emblématiques de cette différence.

Nous proposons d'analyser comment les identités fédérales se déclinent jusqu'aux clubs et aux pratiquants et comment se fait le passage de valeurs explicitées dans les discours, aux valeurs mises en œuvre dans les pratiques. Notre étude se positionne ainsi aux trois niveaux, des fédérations aux clubs, en passant par les comités régionaux/départementaux, et s'appuie sur des entretiens, une analyse documentaire, et un questionnaire³ aux pratiquants.

Lors de ce colloque, nous proposons de présenter une partie de nos travaux à travers l'étude des liens et influences qui se développent entre clubs, comités, et collectivités locales afin de comprendre comment s'organisent ces acteurs majeurs de la mise en œuvre du sport dans la ville. Nous verrons que, en fonction des politiques fédérales, la stratégie d'un comité départemental ou régional peut-être totalement différente : s'appuyant plus ou moins sur ses clubs affiliés, axant plus ou moins son travail sur des projets sociaux, ayant un maillage territorial plus ou moins développé, ayant des visions différentes sur le développement et l'innovation dans les APSA. Les entretiens, réalisés avec les comités parisiens, les ligues fanciennes de quatre fédérations (FSGT / UFOLEP / FSCF / FFME) et avec un de leur club affilié, permettront également de mettre en avant le rôle central des militants bénévoles ou salariés et l'influence de leurs engagements individuels sur le projet collectif et le développement des APSA. Cela nous permettra également d'aborder l'état de la démocratie dans le monde fédéral, l'impact des doubles mandats, l'influence de la professionnalisation des structures associatives dans le développement des activités sportives.

¹ Source : MDFVJS - MEOS, Recensement mené auprès des fédérations sportives agréées.

² « Les licences et clubs des fédérations sportives agréées en 2014 », Stat Info, Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

³ 70 entretiens répartis sur les 3 niveaux fédéraux / Analyse documentaire : 180 documents (revues fédérales, documents de présentation, compte-rendus d'AG, documents cadres types projets fédéraux et chartes.) / Questionnaire : échantillon de 2000 personnes

Liste des auteurs

Anastasovski Ivan, 9–11
Blin éric, 2
Bohuon Anaïs, 7, 8
Bourbillères Hugo, 33, 34
Bourbilleres Hugo, 47–49
Charrier Dominique, 33, 34, 47–49
Choquet Anne, 14, 15
Collet Camille, 25–27
Conraud Guillaume, 54
Culeddu Luca, 30, 31
Daniel Laurent, 32
Djaballah Mathieu, 47–49
Duchateau Guillaume, 23, 24
El Akari Abderrazak, 21, 22
Evrard Barbara, 33, 34
Frichand Ana, 9–11
Gaubert Vincent, 29
Gibout Christophe, 51
Hellequin Anne-Peggy, 51
Jibraili Zineb, 17–20
Jourdan Jean, 47–49
Keerle Régis, 35, 36
Kerivel Aude, 43, 44
Kocevski Nenad, 9–11
Koebel Michel, 52, 53
Lafabregue Claude, 41, 42
Lessard Coralie, 38
Lheraud Jean-Luc, 45
Mégret Maëlle, 7, 8
Marsac Antoine, 45, 46
Martinache Igor, 4, 5
Minondo-Khagad Brigitte, 45
Nkodo Samba Laurent, 6
Pégard Olivier, 16
Parmantier Charlotte, 47–49
Pascal Bordes, 39
Rech Yohann, 37
Riffaud Thomas, 3
Sallenave Léa, 12
Sauvin Thierry, 14, 15
Velichkovska Lenche, 9–11
Verschave Guy, 51
Viala Laurent, 35, 36
Vysotskaya Volha, 43, 44

